

NOVEMBRE 2023

# REGARDS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Isère





## ÉDITO



À travers « Regards sur le Marché du Travail » en Isère, je souhaite partager avec vous quelques constats sur les tendances et opportunités dans notre département, vous présenter les initiatives de Pôle emploi pour faciliter le retour à l'emploi des demandeurs et offrir aux entreprises des réponses adaptées à leurs besoins de recrutement.

L'Isère est un territoire très attractif. Le dynamisme de son économie est porté par des entreprises performantes, dont les activités innovantes ou plus traditionnelles cohabitent harmonieusement, ainsi que par l'engagement constant des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

Dans un contexte national de tensions sur le marché de l'emploi, les résultats sont encourageants en Isère avec un taux de chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 de 5,8%, inférieur à la moyenne régionale (6,1%) et nationale (7,2%) et en baisse de 0,2 points sur un an.

Fortes de ces résultats, les équipes de Pôle emploi Isère sont mobilisées afin d'atteindre l'objectif du plein emploi.

Je vous souhaite une bonne lecture.

**Nicolas FAILLET**  
Directeur Territorial

# SOMMAIRE

REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT	5
REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE PÔLE EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT	6
<b>1 . L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE</b>	<b>7</b>
LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL	8
L'EMPLOI SALARIÉ	23
LES RECRUTEMENTS	25
LES PERSPECTIVES D'EMPLOI	26
<b>2 . LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI</b>	<b>28</b>
LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT	29
LE TAUX DE CHÔMAGE	31
LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À PÔLE EMPLOI	33
<b>3 . UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION</b>	<b>40</b>
DES TENSIONS A UN NIVEAU ÉLEVÉ	41
DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES	43
LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION	44
<b>4 . DES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT</b>	<b>45</b>
ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT	46
LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL	50
DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI	53
DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN	56



# REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT

7 400 KM<sup>2</sup>  
4 BASSINS D'EMPLOI  
512 COMMUNES

## POPULATION

**1 278 000 habitants** en 2020, soit **16%** de la population régionale

**+0,5%** en moyenne par an entre 2014 et 2020

**37%** de moins de 30 ans, **24%** de plus de 60 ans

**35%** de diplômés du supérieur

**75,5%** de taux d'activité (des 15 à 64 ans)

Source : Insee, Recensement de la population (2020)

## ÉTABLISSEMENTS (HORS PARTICULIERS EMPLOYEURS)

**42 022** en 2021

**72%** entre 1 et 9 salariés

Source : Insee, Flores - Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (2021)

## EMPLOIS SALARIÉS

**497 646** au 1<sup>er</sup> trimestre 2023

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au premier trimestre 2023)

## EMBAUCHES

**934 200** en 2022, dont **191 200** pour un contrat de plus d'un mois hors intérim

Source : AcoSS, DPAE - Déclarations Préalables à l'Embauche (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## TAUX DE CHÔMAGE

**5,8%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au deuxième trimestre 2023)

# REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE PÔLE EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT

## DEMANDEURS D'EMPLOI

**46 590** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

Source : Pôle emploi, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 2<sup>ème</sup> trimestre 2023)

## RETOURS À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI

**79 200** en 2022

Source : Pôle emploi, retours à l'emploi d'un mois ou plus (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## DOSSIERS DE DEMANDES D'ALLOCATION TRAITÉS

**135 300** en 2022 (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

Source : Pôle emploi (en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## MONTANT D'ALLOCATIONS ET AIDES VERSÉES

**690 millions €** en 2022 (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

Source : Pôle emploi (brut, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## TAUX DE SATISFACTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI VIS-À-VIS DE LEUR ACCOMPAGNEMENT

**86,0%**

Source : Pôle emploi, enquête Ipsos (en cumul de janvier à juin 2023)

## TAUX DE SATISFACTION DES ENTREPRISES VIS-À-VIS DES SERVICES DE PÔLE EMPLOI

**86,0%**

Source : Pôle emploi, enquête Ipsos (en cumul de janvier à juin 2023)

## VISITES EN AGENCE

**136 420** en 2022

Source : Pôle emploi (en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## APPELS TRAITÉS AU 3949

**155 095** en 2022

Source : Pôle emploi (en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES PAR PÔLE EMPLOI

**31 030** en 2022

Source : Pôle emploi, offres d'emploi collectées par Pôle emploi et offres en provenance des sites partenaires (en cumul annuel de janvier à décembre 2022)



# L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

Avec plus de 110 000 entreprises, le département bénéficie d'un tissu d'entreprises performantes, souvent orientées vers l'international. 29 000 établissements comptent au moins un salarié (source SIREN – décembre 2019), ce qui représente environ 500 000 emplois salariés (hors fonctionnaires).

Parmi les 10 premiers employeurs privés du département, 5 sont des entreprises sous pavillon étranger. Le tissu économique départemental est très dense avec plusieurs secteurs en forte croissance (santé, environnement, énergies nouvelles, nanotechnologies...) qui attirent de nombreux cadres (12% des emplois salariés). La labellisation French Tech de Grenoble et le Pôle d'Intelligence Logistique situé en Nord-Isère sont représentatifs de la mobilisation de tous les acteurs autour de projets économiques porteurs. L'agglomération grenobloise est le 1<sup>er</sup> pôle de recherche publique français après Paris-Ile-de-France.

Les secteurs de pointe comme la microélectronique, l'informatique, les biotechnologies, les énergies renouvelables et la logistique côtoient des secteurs traditionnels forts comme la métallurgie, l'agro-alimentaire ou le textile, historiquement très présents dans le département.

Pôles d'excellence, donneurs d'ordre, PMI innovantes et positionnement international placent l'industrie comme l'une des forces du département.

Ces atouts donnent à la région des perspectives de recrutement qui se maintiennent à la hausse notamment sur les métiers qualifiés.

## 1.1. LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL

La commune de Grenoble compte à elle seule 17% de l'effectif salarié en Isère. Si on ajoute les 6 communes de l'agglomération (Grenoble Alpes Métropole) qui émergent dans le TOP 10, alors seules 3 communes hors agglomération ressortent : Saint-Quentin-Fallavier, Bourgoin-Jallieu et Vienne.

Isère			
Code	Libellé commune	Effectifs	% du DEPT
38185	Grenoble	65 264	17%
38151	Échirolles	15 789	4%
38449	Saint-Quentin-Fallavier	14 983	4%
38053	Bourgoin-Jallieu	12 407	3%
38229	Meylan	10 125	3%
38421	Saint-Martin-d'Hères	9 571	3%
38544	Vienne	9 190	2%
38140	Crolles	8 961	2%
38563	Voiron	8 083	2%
38249	Montbonnot-Saint-Martin	8 050	2%

### TOP 10 DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT SELON LE NOMBRE D'EFFECTIFS SALARIÉS (SECTEUR PRIVÉ)

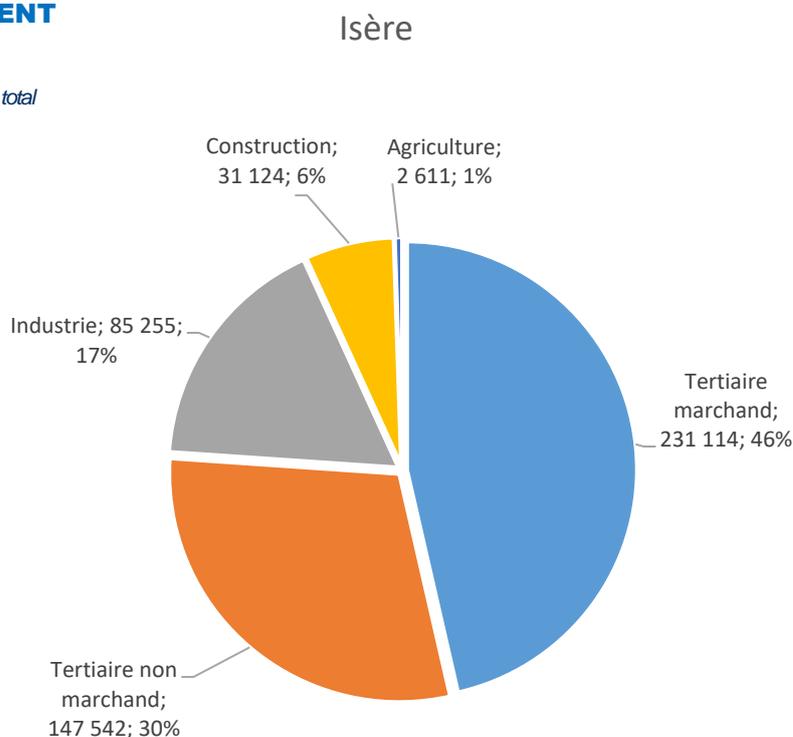
Source : ACOSS (secteur privé, 2022)

76% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire (contre 78% en Auvergne-Rhône-Alpes), soit 378 656 personnes dans les services marchands (transport-logistique, hôtellerie-restauration, activités informatiques, de conseil et d'ingénierie, banque, assurance, etc.) ou non marchands (santé et action sociale, enseignement, administration publique...).

L'industrie concentre 17% des effectifs (contre 16% en moyenne régionale). Le reste des effectifs se répartit entre la construction (6% des effectifs, identique à la moyenne régionale) et l'agriculture (1% des effectifs, identique à la moyenne régionale).

### RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total  
(données CVS, au premier trimestre 2023)



Le territoire de l'Isère est vaste et se caractérise par un pôle d'excellence scientifique et de recherche de niveau mondial sur l'agglomération grenobloise, un pôle industriel solide réparti sur tout le territoire, ainsi que des activités de tourisme, principalement sur le relief des massifs de Belledonne, de la Chartreuse et du Vercors.

### **Au niveau de l'emploi salarié du secteur privé :**

- 2 secteurs d'activités sont surreprésentés par rapport à la région :
  - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (4% contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes) ;
  - Fabrication d'équipements électriques (2% contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes).

À noter que les services publics (administration, enseignement, santé et social) rassemblent 3 emplois sur 10 en Isère (29,2% en Auvergne-Rhône-Alpes et 30,4% en France).

- 3 secteurs sont sous-représentés par rapport à la région :
  - Industries agro-alimentaires (2% en Isère contre 3% en Auvergne-Rhône-Alpes) ;
  - Fabrication de matériels de transport (0% en Isère contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes) ;
  - Industrie pharmaceutique (0% en Isère contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes).

Si l'industrie agroalimentaire en Isère emploie peu de salariés, le bassin Nord-Isère abrite des enseignes de l'agroalimentaire à forte notoriété : Brioche Pasquier, Jambon d'Aoste, Pierre Martinet...

La production pharmaceutique est représentée dans le bassin de Vienne-Roussillon, notamment par le groupe Sequens.

### **Un département ouvert à l'international :**

- La production industrielle iséroise s'exporte et l'activité à l'international est soutenue, avec 141 entreprises iséroises qui sont implantées à l'étranger. (Source : Chambre de Commerce et d'Industrie 2021)
- Des investissements étrangers : 1 091 établissements de multinationales étrangères sont implantés en Isère. (Source : Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Clap Flores 2017)

### **La recherche, l'innovation et l'enseignement supérieur :**

1<sup>er</sup> pôle de recherche publique après Paris, l'Isère bénéficie, avec l'agglomération grenobloise, d'une communauté scientifique de premier plan, comptabilisant 25 000 emplois (dont 60% dans le public).

- 13 centres de recherche nationaux et internationaux sont implantés dans le département, dont l'Institut Laue-Langevin, Entreprise European Molecular Biology, CEA, CNRS. Depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2020, l'Isère bénéficie d'un nouveau synchrotron de 4<sup>ème</sup> génération (ESRF), unique au monde et 100 fois plus puissant que le précédent.
- De nombreux centres de recherche et développement privés sont localisés en Isère : Alstrom Munksjo, STMicroelectronics, Naver Labs, Vicat, Orange, Schneider Electric, Huawei...
- L'Isère est une terre d'innovation reconnue. 1 075 brevets ont été déposés par des inventeurs isérois en 2020. Grenoble est citée dans le TOP 50 mondial des villes propices à l'innovation. (Sources : CCI - Invest in Grenoble Alpes – INPI)

## Le tourisme :

- Les besoins saisonniers de stations de montagne iséroises (l'Alpe d'Huez, les 2 Alpes, Villard de Lans, Saint-Pierre-de-Chartreuse...) sont au cœur du salon de l'emploi organisé par l'agence d'Echirolles. Celui du 2 octobre 2023 a rassemblé 76 employeurs (pour 537 besoins exprimés) et 253 visiteurs. Un salon en ligne jusqu'à mi-décembre complète ce dispositif.



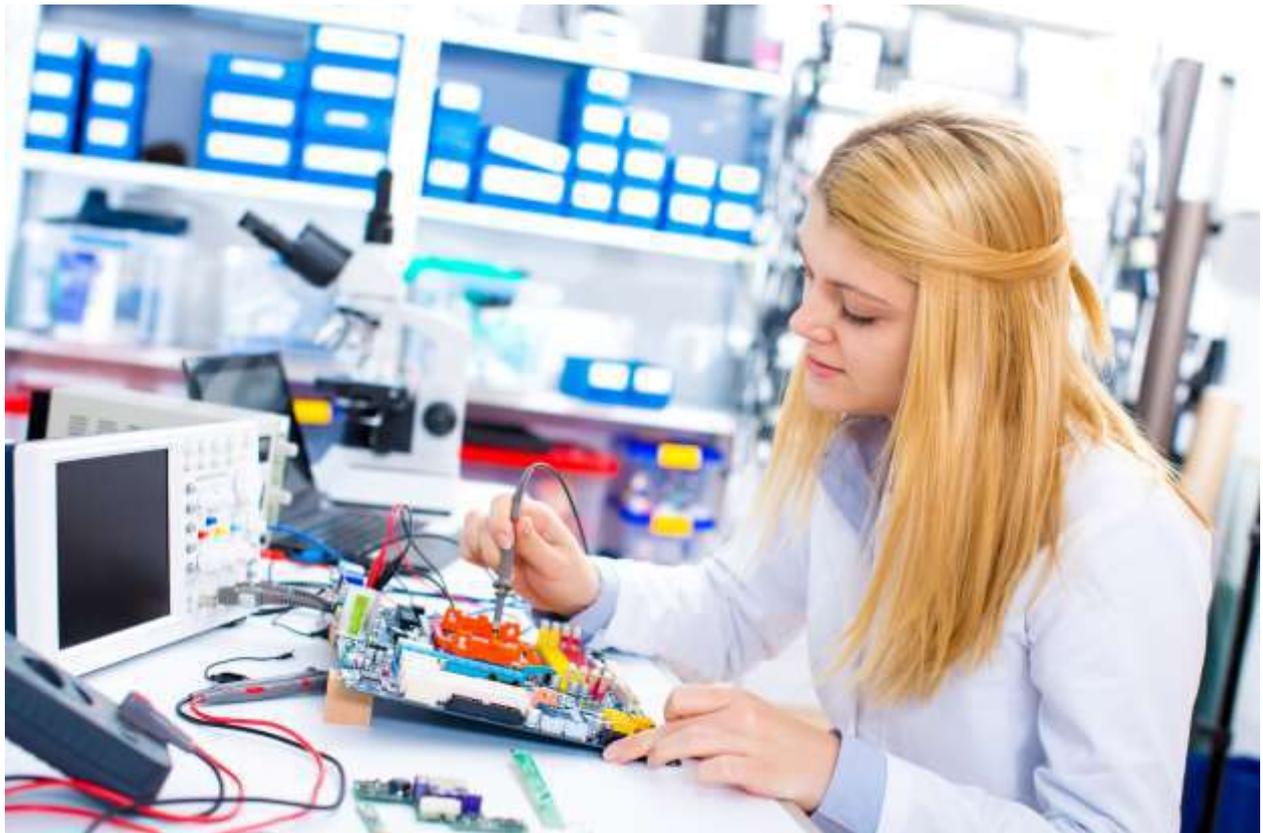
## Les caractéristiques des 4 bassins d'emploi isérois

- **Le bassin de Grenoble est caractérisé par 4 secteurs phares :**

- Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

Acteur majeur, STMicroelectronics, 1<sup>er</sup> employeur privé de l'Isère (comprenant les établissements de Crolles et Grenoble), a totalisé 640 déclarations préalables à l'embauche sur l'établissement de Crolles, dont la quasi-totalité est confiée à quatre agences de travail temporaire. Pôle emploi a mobilisé la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS), une méthode basée sur le repérage des habiletés, avec 30 demandeurs d'emploi pour d'intégrer des contrats de professionnalisation sur les métiers de technicien de maintenance (Tech Academy de STMicroelectronics).

En 2023, la filière microélectronique connaît une baisse d'activité de production. Pour autant, des entreprises comme Thermal Management Solution (anciennement Dauphinoise Thomson) qui ont beaucoup eu recours à l'intérim jusqu'à 2021, souhaitent aujourd'hui pérenniser les salariés sur des postes d'opérateurs et de techniciens de maintenance.



- Support aux entreprises

Le secteur est principalement représenté par les agences d'intérim, avec qui les agences de Pôle emploi travaillent régulièrement, notamment avec Randstad Inhouse (pour le compte de STMicroelectronics) et Adecco. Cette collaboration se traduit par la mise en place de job corners ou de visites entreprises clientes.

- Banque, assurance, immobilier

Le bassin grenoblois compte les sièges de la Caisse d'Épargne, la Banque Populaire des Alpes, la Lyonnaise de banque... On notera une action avec le groupe BPCE (groupe coopératif de banque universelle et d'assurance) dans le cadre de leur recrutement de téléconseillers en mobilisant la Méthode de Recrutement par Simulation.

- Information, communication, informatique

Le bassin grenoblois abrite de nombreuses entreprises référencées dans le domaine de l'informatique : 1 079 en Ingénierie informatique (SSII/ESN) et 1 097 dans les activités de création de logiciels pour des domaines variés (bases de données et de gestion de l'information des logiciels pour commerce électronique, pour Internet et Intranet, pour l'industrie...). S'ajoutent à ces chiffres, 816 sociétés d'audit et de conseil en informatique et 268 entreprises dédiées à la maintenance informatique et à la sécurité. 2 entreprises sont spécialisées dans la production de logiciels d'intelligence artificielle (IA) et de science des données (data science). Pour exemple : ALMA, KALRAY, AXE informatique, WIZBII, HARDIS Groupe, EDT, Gip TESSI, 40-30, CORYS, REYNOLDS and REYNOLDS, METROLOGIC GROUP...

## De nombreux projets de recrutement dans deux zones commerciales du bassin grenoblois :

- Projet NEYRPIC

Ce projet comporte la création d'environ 800 postes d'ici avril 2024 dans les secteurs du commerce, de la restauration, du nettoyage et de la sécurité. À ce jour, 102 besoins de recrutement sont connus.

- Projet Grand'Place

Dans le cadre de l'extension du centre commercial Grand'Place, Pôle emploi agit en partenariat avec l'EPCI (Grenoble Alpes Métropole) et la Mission locale pour les recrutements de conseillers vente pour Primark (300 postes), JD SPORT et Jacks & Jones. 100 équipiers polyvalents de restauration pour Crêpe Touch, KFC, Gomu, Popeyes, Los Pueblos ont également été recrutés.

- **Le bassin nord-est Isère est caractérisé par 3 secteurs phares :**

- Le commerce

Le bassin d'emploi Nord-Isère compte quatre principales zones d'activités commerciales.

Deux zones commerciales se trouvent sur la commune de Bourgoin-Jallieu (294 hectares) avec de nombreux concessionnaires automobiles, des commerces alimentaires (Leclerc, Grand frais...) ainsi que de nombreux magasins en équipement de la personne (Gemo, la Halle...). Ces deux zones représentent plus de 3 000 emplois pour environ 300 entreprises.

Une zone commerciale sur la commune de L'Isle d'Abeau (Les Sayes). Située sur 31 hectares autour de l'enseigne Carrefour, elle regroupe une centaine d'établissements pour environ 550 emplois. On y trouve, par exemple, les enseignes Botanic, Boulanger, Intersport...



- Le transport et la logistique

Avec 2 millions de m<sup>2</sup> de bâti logistique répartis sur 1 000 hectares, le parc international de Chesnes est la 1<sup>ère</sup> plateforme logistique terrestre de France et la 3<sup>ème</sup> européenne.

Elle concentre l'ensemble de la chaîne logistique métropolitaine : prestataires logisticiens, chargeurs et services regroupés au sein du Pôle d'Intelligence Logistique. Cette zone représente 13 000 emplois pour 300 entreprises.



- L'industrie textile

L'industrie du textile et du cuir et l'industrie des tissus techniques représentent 3% des employés salariés du département.

Cette industrie est essentiellement représentée par 3 entreprises qui enregistrent une chute de leur activité sur 2023.

L'entreprise Ferrari a mis en place un accord d'activité partielle et a suspendu le projet Bati-ligne qui prévoyait le recrutement d'une quarantaine de personnes.

L'entreprise Mermet a mis en place une rupture conventionnelle collective en supprimant des lignes de week-end principalement, soit 36 postes. Pas de nouvelles commandes prévues.

L'entreprise Hexcel voit son activité diminuer sur 2023. Il n'y a pas de recrutement prévu, sauf sur des projets ponctuels. Le projet d'agrandissement de l'atelier tissage n'est pas encore stabilisé.



- **Le bassin de Vienne et Roussillon :**

- L'industrie chimique et pharmaceutique

Ce secteur représente 3% de l'emploi salarié du bassin. Il se caractérise par une plateforme de production chimique portant différents projets, dont la production du paracétamol en 2024-2025 par l'entreprise SEQENS. Les recrutements se font surtout par l'intermédiaire du GIE Osiris présent sur le site. 4 grands projets d'implantation restent à confirmer, une centaine de recrutements est envisagée.



- Le bâtiment et les travaux publics

Ce secteur représente 14% de l'emploi salarié du bassin. Il s'agit essentiellement de TPE qui recrutent peu. Néanmoins, nous collaborons avec le GEIQ BTP.

- Le commerce

Ce secteur représente 19% de l'emploi salarié du bassin. Il s'agit surtout de deux zones commerciales avec des enseignes qui recrutent régulièrement (Carrefour, Kiabi...).

- La production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

Ce secteur représente 2% de l'emploi salarié du bassin. Il y a notamment la centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint Maurice qui envisage environ 40 recrutements par an pour le compte d'EDF. Le secteur draine d'autres opportunités d'emploi portées par les prestataires d'EDF, comme par exemple l'entreprise Côte qui recrute des électriciens.



- **Le bassin de Voiron :**

La zone d'emploi de Voiron a le plus faible taux de chômage de l'Isère avec 5,0% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023.

- Le bâtiment et les travaux publics

Les offres correspondant au BTP (11% de salariés sur le bassin) sont majoritairement captées par ADEQUAT Intérim (qui ensuite diffuse à Pôle emploi). Il s'agit plutôt de besoins issus de PME et TPE sur les NAF charpente façade pose de menuiseries.

- La construction et fabrication d'équipements électriques

Ce bassin compte 3% de salariés dans la construction et la fabrication d'équipements électriques. À ce jour, les perspectives d'emploi sont plutôt du côté de la fabrication d'équipements (qui possède une branche plasturgie) que du côté de la construction.

# ZOOM SUR

## LES SECTEURS PHARES DU DÉPARTEMENT

### L'INDUSTRIE

Avec 85 255 salariés, l'industrie concentre 17% des effectifs salariés en Isère contre 16% au niveau régional.

Les secteurs de pointe comme la micro-électronique, l'informatique, les biotechnologies, les énergies renouvelables et la logistique côtoient des secteurs traditionnels forts comme la métallurgie, l'agro-alimentaire ou le textile, historiquement très présents dans le département.

Pôles d'excellence, donneurs d'ordre, PMI innovantes et positionnement international placent l'industrie comme l'une des forces du département.

	% de l'emploi du DEPT (secteur privé)	pour compar., % en ARA	ISERE
<i>Métallurgie et fabrication de produits métalliques</i>	3%	3%	9 838
<i>Industries agro-alimentaires</i>	3%	3%	7 263
<i>Industrie des plastiques et autres produits non minéraux</i>	2%	2%	5 791
<i>Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines</i>	2%	2%	8 735
<i>Fabrication de machines et équipements n.c.a.</i>	2%	2%	8 178
<i>Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné</i>	1%	1%	4 746
<i>Fabrication de matériels de transport</i>	1%	1%	1 502
<i>Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques</i>	1%	1%	14 651
<i>Industrie chimique</i>	1%	1%	3 957
<i>Habillement, textile et cuir</i>	1%	1%	3 737
<i>Fabrication d'équipements électriques</i>	1%	1%	8 739
<i>Bois et papier</i>	1%	1%	3 774
<i>Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</i>	1%	1%	2 510
<i>Industrie pharmaceutique</i>	1%	1%	1 400
<i>Industries extractives</i>	0%	0%	525
<i>Cokéfaction et raffinage</i>	0%	0%	

L'Isère compte 333 entreprises dans le domaine de l'électronique (NAF 26 et 27), dont 42 ont plus de 500 salariés.

Le tissu des entreprises de l'électronique en Isère est constitué de grosses entreprises situées principalement sur le bassin grenoblois et d'un tissu de PME et de start-up mettant en œuvre des technologies de pointe issues des centres de recherche locaux : INP, UGA, CNRS et CEA.

## **Deux activités industrielles les plus porteuses du département sont concentrées dans le sud :**

La fabrication de produits informatiques et électroniques, où l'on retrouve des fabricants de composants électroniques (Framatome, Radiall, Thales, STMicroelectronics, Soitec...), des PME fabricantes de cartes électroniques assemblées, des fabricants d'ordinateurs (Hewlett-Packard...), des fabricants d'équipements de communication, de produits électroniques grand public, d'instrumentation scientifique et technique (A Photonics, Cometa), d'équipements irradiation médicale (Trixiell...), de matériel optique (Teem Photonics).

La fabrication d'équipements électriques est assurée par de grandes entreprises : Schneider Electric, Legrand et Cegelec. Un fabricant de piles et accumulateurs électriques nouvellement implanté, Verkor, est en plein essor ainsi que le biogaz développé notamment par Air Liquide.

À noter des start-up qui se sont développées dans un écosystème favorable. Parmi elles : Aledia, Kalray, Lynred, Microleed, Verkor...

L'industrie concentre 8% des embauches. Or, parmi les quinze métiers les plus en tension en Isère, deux métiers relèvent de l'industrie : la conduite d'équipement d'usinage et la conception de produits mécaniques, auxquels on peut ajouter quatre métiers liés à l'installation et la maintenance, ce qui porte à six métiers en tension dans l'industrie sur les quinze métiers les plus en tension en Isère.

*Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)*

## **« Souveraineté industrielle : Électronique France 2023 »**

La filière régionale électronique est particulièrement concentrée dans le département de l'Isère où sont implantés 80% des 230 établissements. L'Isère accueille trois leaders mondiaux du secteur : STMicroelectronics (fabricant de semi-conducteurs) et premier employeur privé isérois (6 500 employés sur les sites de Crolles et de Grenoble), Soitec (fabricant de substrats semi-conducteurs) qui compte 1 600 salariés et le CEA Leti (Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information) qui emploie 1 900 chercheurs, qui a déposé 3 100 brevets et qui dispose de 10 000 m<sup>2</sup> de salles blanches pour booster la recherche en microélectronique. Les produits électroniques diffusent dans tous les secteurs de l'industrie : téléphonie mobile, automobile, objets connectés, aérospatiale, spatial, aéronautique, défense, technologies médicales, énergie, robotique... En amont de la filière, un tissu dense de laboratoires et d'écoles d'ingénieurs dans différents domaines d'expertise (dont le CEA Leti) et en aval, l'activité de fabrication de cartes électroniques, qui est plutôt assurée par des sous-traitants.

La Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) a commandé une étude à l'AFPA afin de calibrer les besoins en qualification et recrutement de la filière iséroise. Rendue en décembre 2022, celle-ci fait état de 4 500 projets de recrutements d'ici à 2025 dont 1 500 pour l'année 2023. 57% sont des profils d'ingénieurs (R&D, conception, production, installation maintenance, software), 26% de techniciens (production et maintenance) et 17% d'opérateurs salle blanche.

De grands projets industriels sont soutenus financièrement dans le cadre d'appels à projets afin de garantir la souveraineté industrielle française. En Isère, STMicroelectronics, Soitec et CEA Leti sont les chefs de file des 23 entreprises lauréates France Relance 2030 (PIIEC2). Sous la présidence du préfet, un comité départemental de l'électronique a été mis en place. Les décisions de celui-ci sont alimentées par les travaux de groupes de travail thématiques.

## LA SANTÉ, L'ACTION SOCIALE ET LES SERVICES À LA PERSONNE

Le secteur de la santé et de l'action sociale représente 30 777 emplois salariés (secteur privé) soit 8% de l'emploi en Isère. Auquel il faut ajouter les personnels de la fonction hospitalière (Grenoble abrite un CHU et compte plus de 5 000 professionnels) et ceux de la fonction publique territoriale dont l'activité s'exerce en centre de santé, PMI, EHPAD...

Le secteur de la santé et de l'action sociale représente 12% des embauches réalisées en Isère. *Source : AcoSS, DPAE - Déclarations Préalables A l'Embauche de plus d'un mois hors intérim (données brutes, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023)*

L'Isère compte 1 154 établissements de santé (14,2% des établissements de ce type en région Auvergne-Rhône-Alpes), 708 établissements de l'action sociale sans hébergement : CCAS, aides à domicile, services d'accompagnement, accueil du jeune enfant... (15,4% des établissements de ce type en région Auvergne-Rhône-Alpes). 193 structures assurant de l'hébergement médico-social et social : accueil de jour, CHRS, EHPAD, instituts médico éducatifs, maisons d'accueil à caractère social... ce qui représente 11% des établissements de ce type en région Auvergne-Rhône-Alpes.

4 métiers en pénurie sur les 15 les plus en tension en Isère relèvent de ces secteurs. Il s'agit des infirmiers et pharmaciens pour la santé, de l'assistance auprès d'adultes et de l'action sociale pour les services à la personne. *Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)*



## Un appel à projet « sourcing recrutement »

La crise sanitaire a majoré les difficultés de recrutement dans les territoires déjà impactés structurellement depuis plusieurs années par le déficit d'attractivité des métiers du grand âge, plus particulièrement du soin et du travail social. Pendant la crise, le partenariat entre l'Agence Régionale de Santé (ARS) et Pôle emploi a permis de mettre en place des actions pour répondre aux besoins du secteur en proximité.

En 2022, pour faire face aux tensions persistantes, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et Pôle emploi soutenus par la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS), ont élaboré et mis en œuvre un appel à candidatures en direction des employeurs sur toute la région Auvergne-Rhône-Alpes afin de répondre aux besoins en recrutements des employeurs, avec un appui renforcé de Pôle emploi sur le processus sourcing-recrutement. Renouvelé en 2023, l'appel à projet compte 38 établissements isérois engagés dans toutes les étapes qui conduisent à recruter.

Les établissements ont massivement ouvert leurs portes à l'occasion de la semaine nationale du soin et de l'accompagnement en avril 2022. Ils se sont inscrits sur la plateforme immersion facilitée et accueillent des candidats pour leur faire découvrir les métiers du secteur. Des groupes de travail, animés par Pôle emploi et la Direction Départementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDEETS), soutenus par le Conseil Départemental de l'Isère et les 3 OPCO, permettent aux recruteurs de partager leurs expériences sur des thèmes tels que la marque employeur, la communication sur les réseaux sociaux... et de se nourrir de présentations de dispositifs et d'échanges de bonnes pratiques.

Le sujet de l'accès à la formation est aussi largement abordé, une Action de Formation En Situation de Travail (AFEST) a été mise en œuvre pour un poste d'Assistant éducatif et social dans le champ du handicap. Pôle emploi a accompagné au recrutement de cinq alternants dans une structure n'ayant jamais eu recours à ce type de contrat.

La Méthode de Recrutement par Simulation, qui vise à repérer les habiletés d'un candidat est mobilisée pour les structures de l'aide à domicile et s'étend cette année aux EHPAD. Cinq employeurs ont participé aux événements « Du stade vers l'emploi » leur permettant de recruter autrement grâce aux savoir-être détectés à l'occasion d'ateliers sportifs réalisés avec les demandeurs d'emploi.

Bilan 2022 : 850 offres enregistrées pour les 22 établissements engagés soit +161% des offres enregistrées en 2021. Les mises en relation des demandeurs d'emploi vers un employeur ayant donné lieu à recrutement ont augmenté de 562%. 67 immersions se sont conclues par 18 recrutements. Des relations de qualité se sont nouées entre conseillers Pôle emploi et responsables des structures.

## LA LOGISTIQUE

Le bassin d'emploi Nord-Est Isère a sur son périmètre la plus grande zone logistique de France et la seconde d'Europe du Sud, ce qui rend ce domaine prégnant pour l'agence Pôle emploi de Villefontaine. L'emploi salarié dans ce domaine sur l'agence de représente près de 73% de la part du bassin. Les offres dans ce secteur sont souvent associées à de multiples postes. Les difficultés de recrutement rendent le recours à l'intérim de plus en plus important. 70 entreprises de travail temporaire sont présentes sur le périmètre de l'agence de Villefontaine.

### **Le Parc International de Chesnes, 1<sup>ère</sup> plateforme logistique de France**

Avec ses 2 millions de m<sup>2</sup> de bâti logistique et ses 1000 hectares, le parc international de Chesnes est la 1<sup>ère</sup> plateforme logistique terrestre de France et la 3<sup>ème</sup> européenne. Elle concentre l'ensemble de la chaîne logistique métropolitaine : prestataires logisticiens, chargeurs et services regroupés au sein d'un pôle d'excellence dédié, le Pôle d'Intelligence Logistique. Cette zone représente 13 000 emplois pour 300 entreprises. Le Pôle d'Intelligence Logistique (PIL'ES) est le réseau expert de la filière logistique et de ses métiers.



Pôle emploi est en négociation actuellement avec le PIL'ES pour la reconduction de sa convention de partenariat afin d'identifier les actions fortes pour accélérer les recrutements dans ce secteur.

Quelques exemples de réalisations :

- la biennale de la logistique ;
- les forums sur la logistique ;
- les visites de site via le bus Logistique (en partenariat CAPI) ;
- des visites d'entrepôt pour nos conseillers CDDE et aussi nos demandeurs d'emploi.

## LE COMMERCE

Ce secteur emploie 61 700 personnes, soit 17% des salariés du département. C'est le deuxième secteur du département.

Cependant, il est majoritaire sur tous les bassins d'emplois hormis le bassin Sud Isère, où il arrive en deuxième position.

Le poids de ce secteur est appelé à augmenter dans un avenir proche, avec les projets d'agrandissement de Grand'Place (sur les communes d'Echirolles et de Grenoble), la création de la zone commerciale Neyrpc (sur la commune de Saint Martin d'Hères) ainsi que l'éventuelle extension des ouvertures au dimanche de « The village » (Commune de Villefontaine et La Verpillière).

### « The Village »

Une zone commerciale sur les communes de Villefontaine et de la Verpillière, The Village, complexe commercial « Outlet » (ou village de marques), dédié à l'équipement de la personne. The Village est dédié aux marques de luxe et haut de gamme dans une architecture de village contemporain en phase avec son environnement grâce à sa certification HQE.

A ce jour, 135 enseignes sont installées au sein de The Village. La Compagnie Phalsbourg, qui dirige Thevillageoutlet, a demandé l'ouverture de 16 dimanches dans le cadre des Jeux Olympiques, auxquels se rajouteront les 12 dimanches autorisés.

Si un accord est obtenu les enseignes devront recruter. Pour exemple, Ralph Lauren aurait besoin de 1 052 heures de travail. Idem pour Nike et le reste des enseignes qui auraient des besoins complémentaires. Dans ce cadre et si la dérogation des dimanches est accordée, des recrutements complémentaires sont à prévoir.



## 8 pôles de compétitivité en Isère

Les pôles de compétitivité regroupent des entreprises, des structures de recherche et des établissements de formation, ayant vocation à dynamiser l'innovation et à favoriser le développement économique sur le territoire régional. Ils permettent ainsi de soutenir et d'accompagner des projets portés par nos entreprises. 13 des 55 pôles de compétitivités présents sur le territoire national sont implantés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. 8 pôles de compétitivité sont présents sur le territoire isérois :

**AXELERA**, le pôle de compétitivité des filières chimie-environnement.

**CARA**, le pôle qui accompagne les mutations des systèmes de transport de personnes et de marchandises.

**CIMES**, le pôle dédié à l'ingénierie mécanique, au manufacturing et à la performance des systèmes productifs grâce à l'innovation sur les biens d'équipements industriels, moyens, outils et méthodes de production.

**MEDICALPS** est le cluster des technologies de la santé de l'arc alpin. Depuis 2000, l'association regroupe et représente un réseau de plus de 120 start-up, PME, grands groupes, centres de recherche, universités et collectivités issus des domaines des technologies médicales, biotechnologies et e-santé.

**MIAI Grenoble Alpes** vise à conduire des recherches au plus haut niveau en intelligence artificielle, à proposer des enseignements attractifs pour les étudiants et les professionnels de tous les niveaux, à soutenir l'innovation dans les grandes entreprises, les PME et les startups et enfin à informer et interagir avec les citoyens sur tous les aspects de l'IA (intelligence artificielle).

**MINALOGIC**, le pôle de compétitivité moteur de la transformation numérique au service des enjeux stratégiques de réindustrialisations, de souveraineté nationale et de développement durable.

**PIL'ES**, réseau associatif fédérant les professionnels du secteur de la logistique.

**TENERRDIS**, le pôle dont la mission est de favoriser la croissance d'activité durable et la création d'emplois pérennes dans les filières des nouvelles technologies de la transition énergétique.

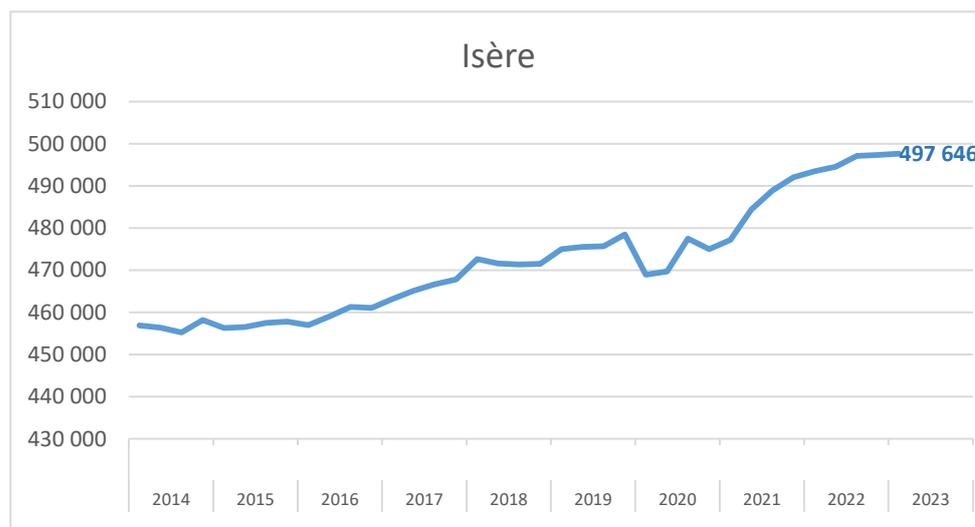


## 1.2. L'EMPLOI SALARIÉ ORIENTÉ À LA HAUSSE DEPUIS 10 ANS

L'emploi salarié est orienté à la hausse sur dix ans : + 9% entre 2013 et 2023, soit + 43 100 créations de postes sur cette période.

### EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2014

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, en fin de trimestre)



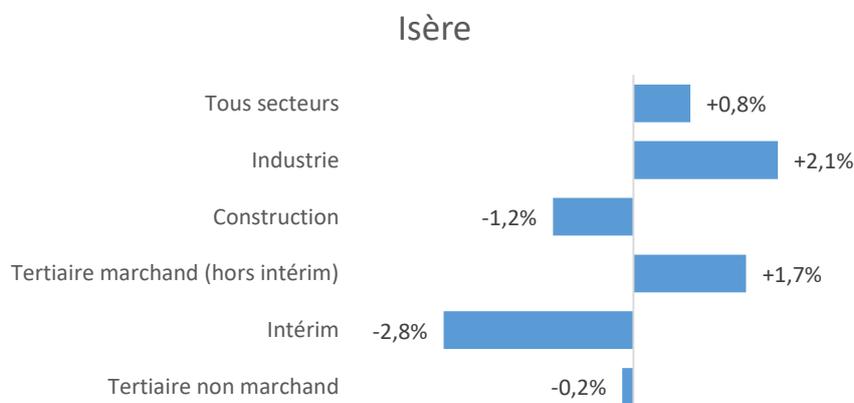
Après le « trou d'air » lié à la crise sanitaire en 2020, les effectifs augmentent de nouveau à un rythme soutenu pour retrouver les niveaux d'avant-crise.

Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le département a gagné 4 100 postes, soit + 0,8% (contre + 1,5% au niveau régional).

En Isère, les effectifs salariés ont augmenté de 0,8% entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Le secteur de l'industrie a connu la plus forte progression avec 2,1% d'augmentation de l'emploi salarié.

### ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

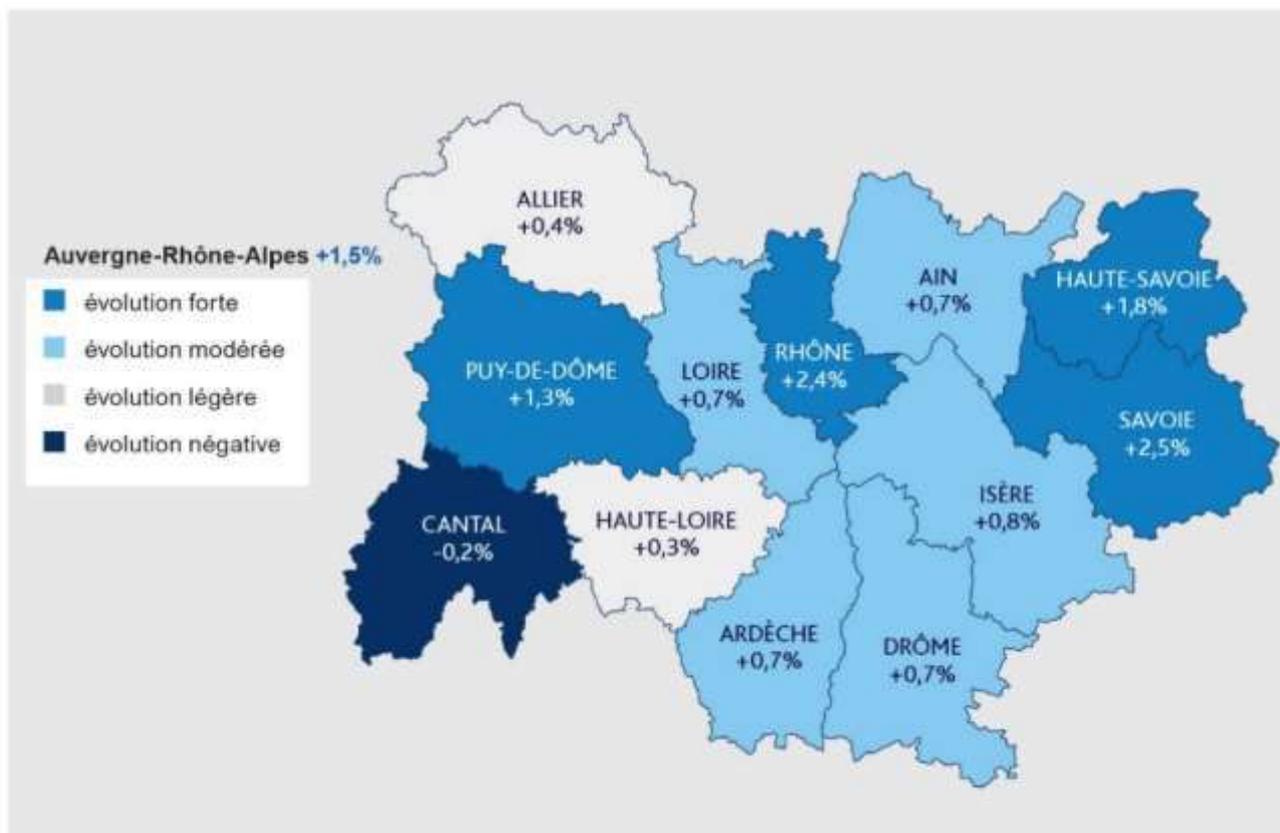
Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au premier trimestre 2023)



Plus récemment, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023, l'emploi salarié augmente de 0,1%, soit plus de 300 postes et s'établit à 497 646 salariés (secteur privé et public).

### ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au premier trimestre 2023)



## 1.3. AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023, LES EMBAUCHES EN BAISSÉ

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, 67 200 nouvelles offres d'emploi ont été diffusées par Pôle emploi (y compris en provenance de sites partenaires), soit une baisse de - 0,3% par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 (- 1,6% au niveau régional).

68% concernent un contrat durable, CDI ou CDD de plus de 6 mois (68% au niveau régional).

3789 embauches de plus d'un mois hors intérim ont été réalisées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, soit 2415 embauches de moins que l'année précédente sur la même période.

En Isère, les 4 secteurs ayant bénéficié de la plus grande part des recrutements d'au moins 1 mois sont le support aux entreprises, le commerce, l'hôtellerie/restauration et la santé et action sociale (données brutes, 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, indépendamment de la durée hebdomadaire du contrat temps plein/ temps partiel ou du type CDI / CDD).

### RÉPARTITION DES EMBAUCHES DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

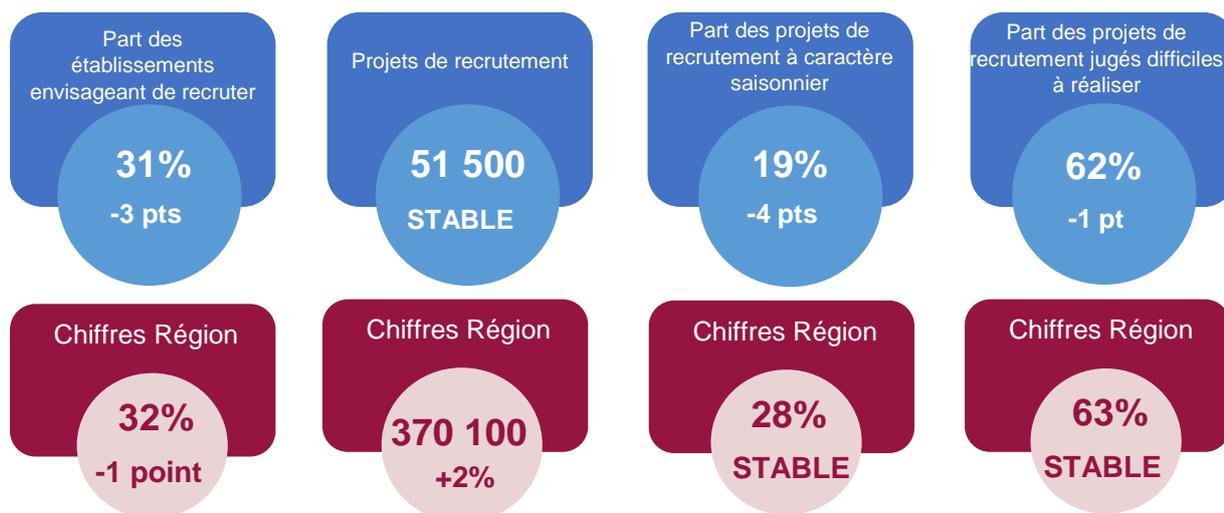
Source : Acooss, DPAE - Déclarations Préalables A l'Embauche de plus d'un mois hors intérim (Données brutes, au deuxième trimestre 2023)

	Répartition	Isère
<b>Tous secteurs</b>	<b>100%</b>	<b>37 589</b>
Hébergement et restauration	16%	5 950
Commerce	16%	6 142
Support aux entreprises	17%	6 323
Santé et action sociale	12%	4 555
Construction	7%	2 762
Industrie	8%	2 940
Administration publique, enseignement	7%	2 605
Transports et entreposage	6%	2 076
Associations et autres services personnels	5%	1 935
Banque, assurance, immobilier, information, communication, informatique	4%	1 338
Agriculture et industries agroalimentaires	3%	963

## 1.4. DES PERSPECTIVES D'EMPLOI QUI SE MAINTIENNENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

L'enquête BMO (Besoins en Main d'Œuvre) de Pôle emploi révèle des perspectives d'embauche stables pour 2023 dans le département. Les employeurs indiquent des intentions de recrutement qui s'établissent à un niveau globalement comparable à celui de 2022 (stable), soit 51 500 embauches potentielles.

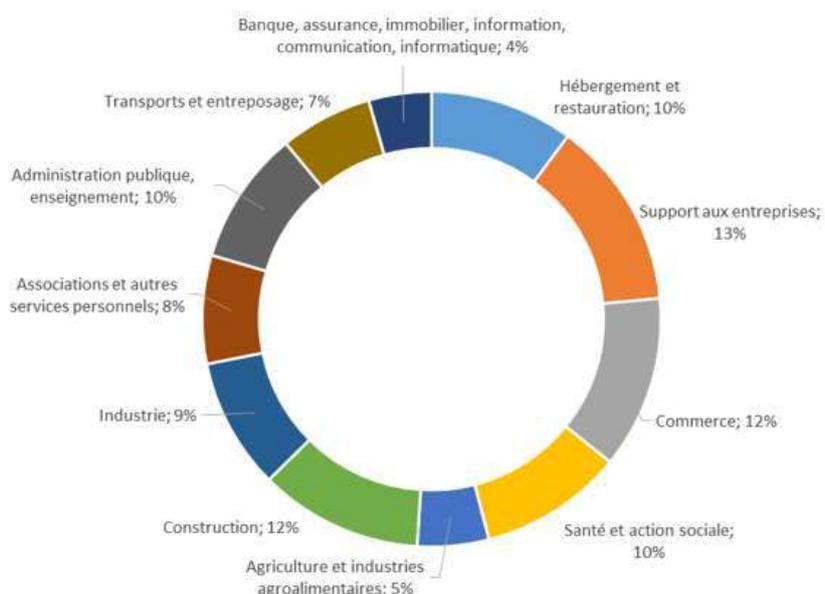
31% des établissements interrogés ont prévu de recruter en 2023.



Source : Pôle emploi, Enquête BMO - Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2023)

### RÉPARTITION DES INTENTIONS D'EMBAUCHE DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Pôle emploi, Enquête BMO - Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2023)



Les trois quarts des intentions d'embauche se répartissent de façon quasi équilibrée entre les secteurs suivants :

- 13% dans le support aux entreprises ;
- 12% dans le commerce ;
- 12% dans la construction ;
- 10% dans le secteur de la santé et de l'action sociale ;
- 10% dans l'enseignement - administration publique ;
- 10% dans l'hébergement et la restauration ;
- 9% dans l'industrie.

**Pour autant, les défaillances d'entreprises sont de nouveau en hausse mais en-deçà de leur niveau d'avant crise.** Ces défaillances viennent nuancer la tendance positive des perspectives de recrutement dans certains secteurs.

Avec 816 procédures ouvertes en 2022 (source : Insee), le nombre de défaillances d'entreprises dans le département accuse une forte hausse de +70% par rapport à 2021, année au cours de laquelle leur nombre se situait à un niveau très faible, en raison du soutien porté aux entreprises par les pouvoirs publics. Le nombre global de procédures reste inférieur aux niveaux de 2019.

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 en Isère, on dénombre 260 défaillances d'entreprises (source : Insee), soit +21% par rapport à la même période en 2022 (contre +39% en Auvergne-Rhône-Alpes).



# 2.

## **LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI**

Avec 1,3 million d'habitants, l'Isère est le 2<sup>ème</sup> département le plus peuplé de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Plus d'un tiers de la population est concentré dans Grenoble-Alpes-Métropole, autour de Grenoble, la préfecture.

Le taux de chômage de l'Isère s'établit à 5,8% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 (5,7% au 1<sup>er</sup> trimestre), inférieur à la moyenne régionale de 6,1% inchangée entre les deux premiers trimestres de 2023.

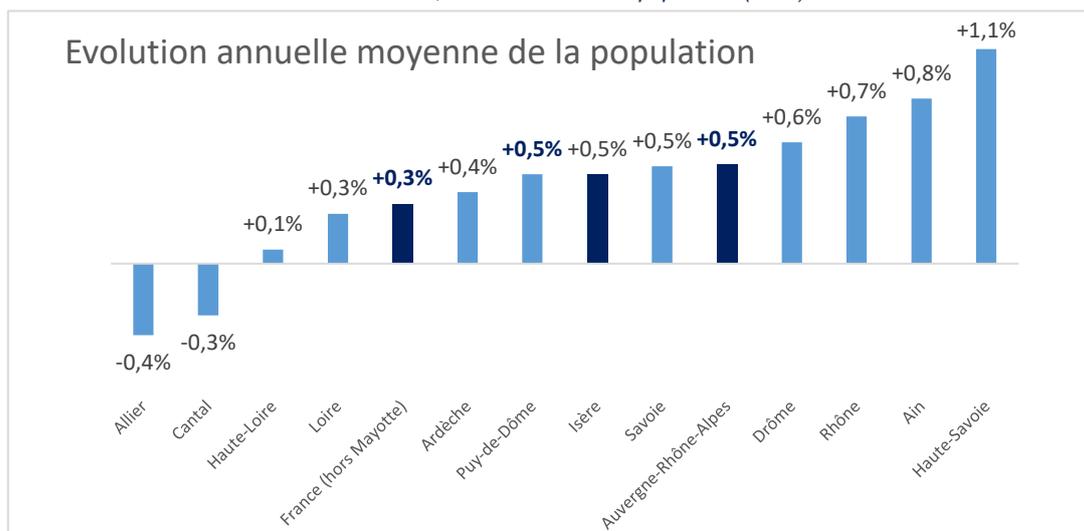
Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 46 590 dans le département.

## 2.1. LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT

La croissance démographique du département se poursuit à un rythme de +0,5% par an en moyenne entre 2014 et 2020 (idem +0,5% en Auvergne-Rhône-Alpes).

### ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION ENTRE 2014 ET 2020

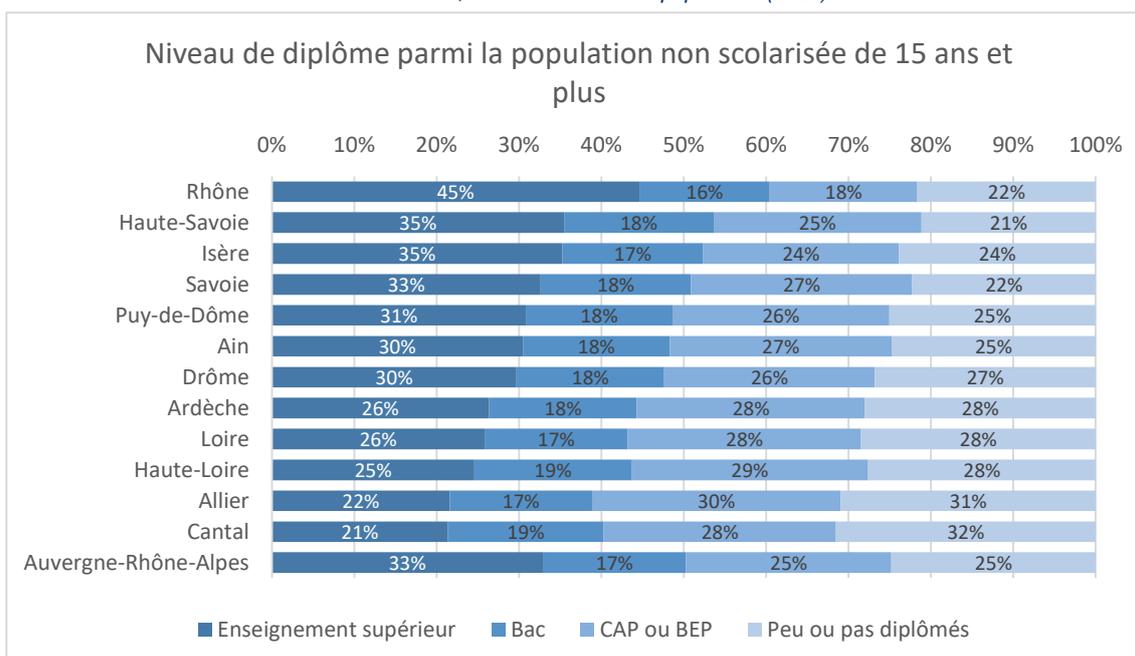
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



52% des habitants (non scolarisés) du département possèdent un diplôme de niveau Bac ou études supérieures (50% au régional).

### DIPLOME LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS OU PLUS

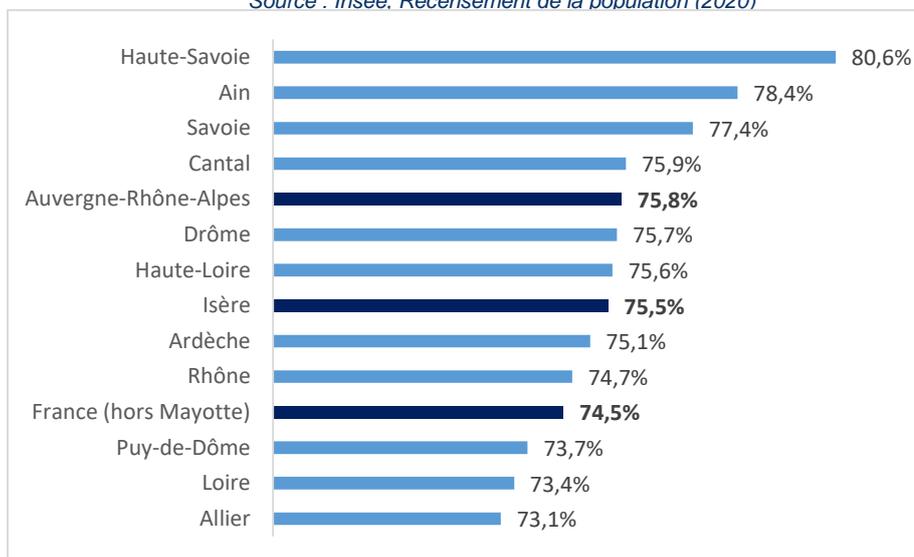
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



Avec une population active de 604 200 personnes, la part des actifs s'établit à 75,5% de la population âgée de 15 à 64 ans dans le département (contre 75,8% en Auvergne-Rhône-Alpes).

### TAUX D'ACTIVITÉ<sup>1</sup> DE LA POPULATION DES 15 À 64 ANS PAR DÉPARTEMENT

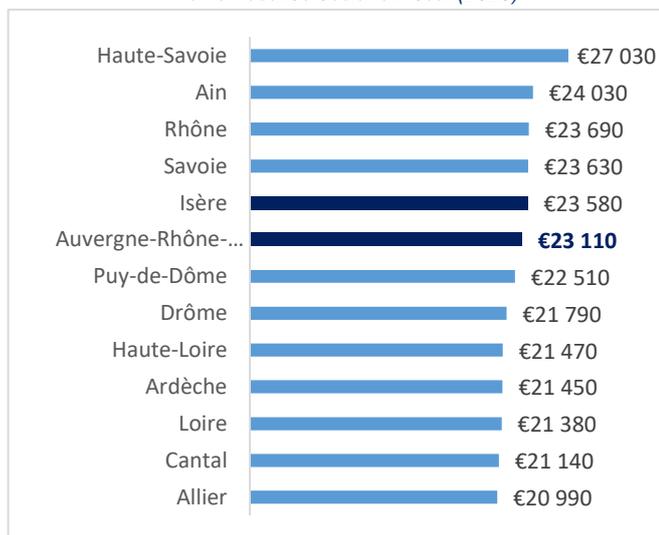
Source : Insee. Recensement de la population (2020)



Le département se caractérise par un niveau de vie médian<sup>2</sup> de 23 580 € par an (contre 23 110 € en Auvergne-Rhône-Alpes) et un taux de pauvreté<sup>3</sup> à 11,3% (contre 12,7% au niveau régional).

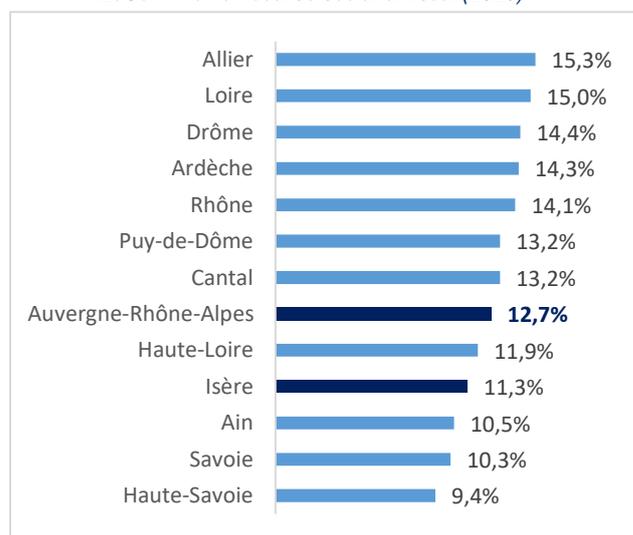
### NIVEAU DE VIE MÉDIAN DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee – DGFIP – Cnaf – Cnav – Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2020)



### TAUX DE PAUVRETÉ DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee – DGFIP – Cnaf – Cnav – Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2020)



<sup>1</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (en emploi (actifs occupés) ou au chômage) âgés de 15 à 64 ans et l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans.

<sup>2</sup> Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie médian signifie donc que la moitié de la population est sous ce niveau et l'autre moitié au-dessus.

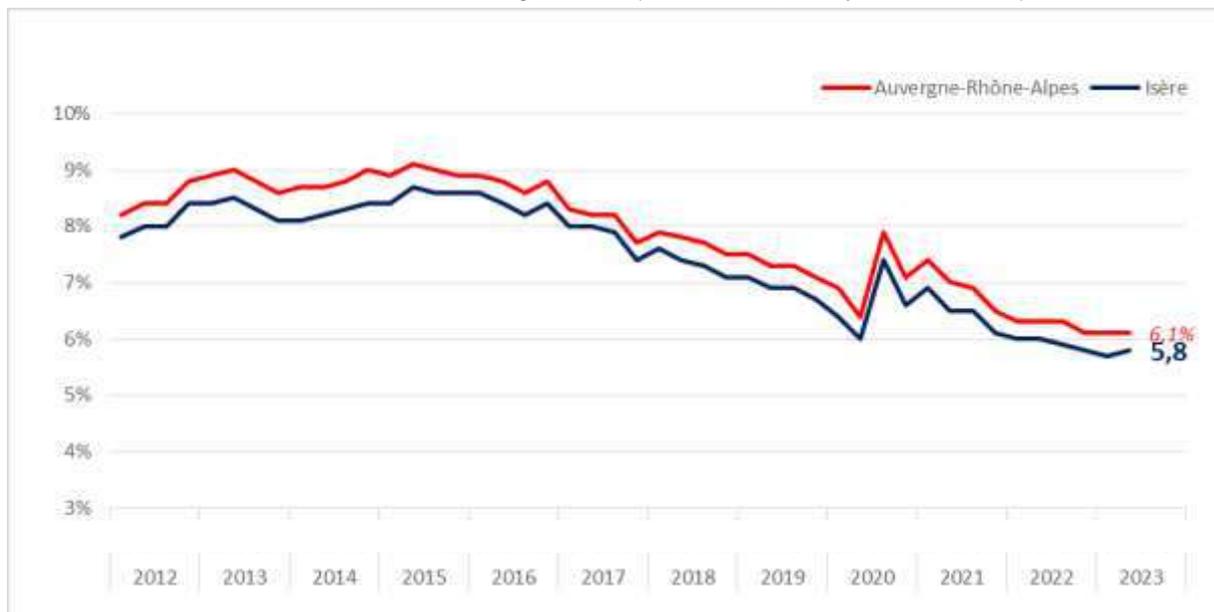
<sup>3</sup> Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus étant en situation de pauvreté monétaire. Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (en France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian).

## 2.2. UN TAUX DE CHÔMAGE STABLE

Dans le département, le taux de chômage<sup>1</sup> augmente de +0,1 point au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 et s'établit à 5,8% de la population active (contre 6,1% en Auvergne-Rhône-Alpes). Sur une année, il recule de -0,2 point.

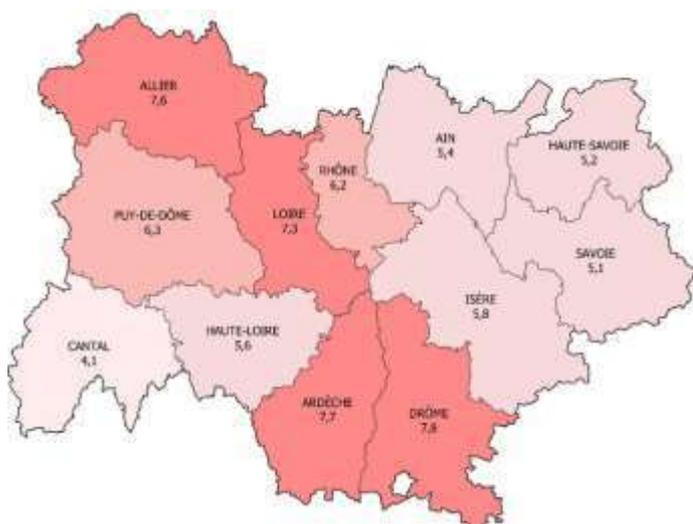
### ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2012

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, en moyenne trimestrielle)



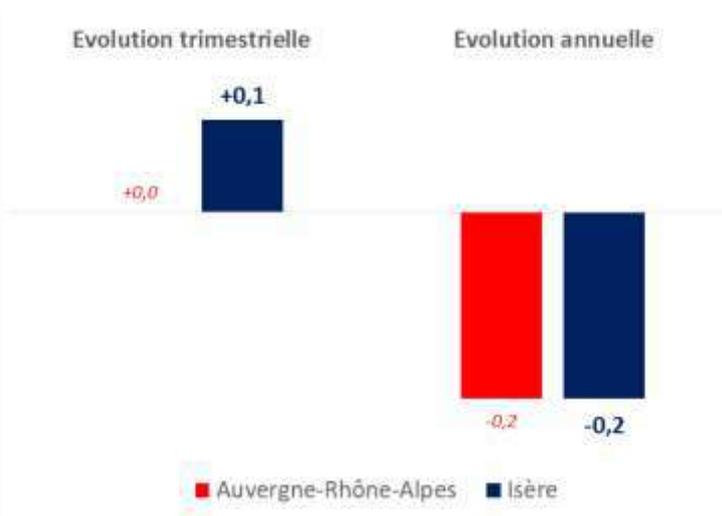
### TAUX DE CHÔMAGE PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au deuxième trimestre 2023)



### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE DU TAUX DE CHÔMAGE

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au deuxième trimestre 2023)



<sup>1</sup> Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (en emploi (actifs occupés) ou au chômage).  
Nb : La notion de chômeur au sens du Bureau international du Travail (BIT) est différente de celle de demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi.



## 2.3. LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À PÔLE EMPLOI

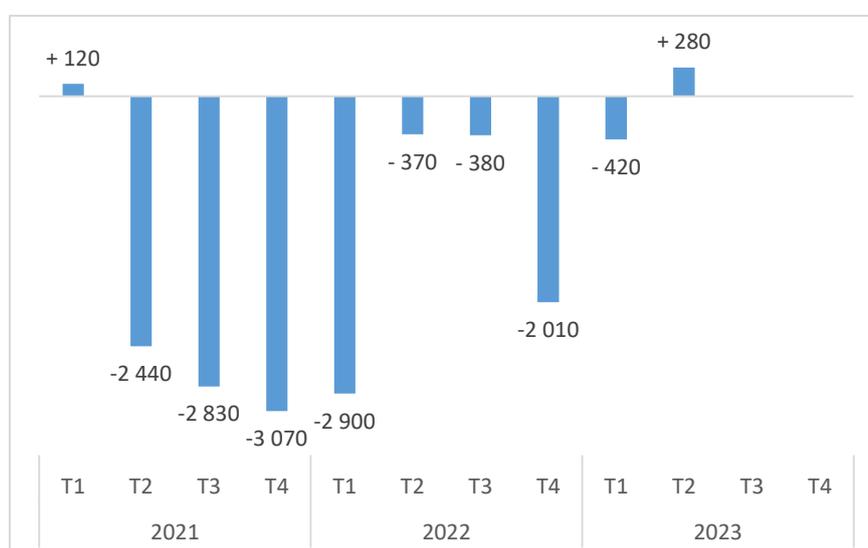
Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 46 590 dans le département. En cumulant avec les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois (catégories ABC), on dénombre 85 290 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

**Le nombre d'inscrits en catégorie A en hausse mais inférieur à son niveau d'il y a un an**

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A dans le département est orienté à la hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 : +280 par rapport au trimestre précédent, soit +0,6% (contre +0,3% en région).

### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2021

Source : Pôle emploi, statistique du marché du travail, **demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois<sup>1</sup>** à Pôle emploi en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle)



Le nombre d'inscrits en catégorie A est inférieur à son niveau d'il y a un an : ainsi l'évolution annuelle est de - 5,2% dans le département (contre - 5,1% en région).

<sup>1</sup> **Les demandeurs d'emploi en fin de mois** sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois observé. L'inscription sur les listes de Pôle emploi résulte d'une démarche administrative.

Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

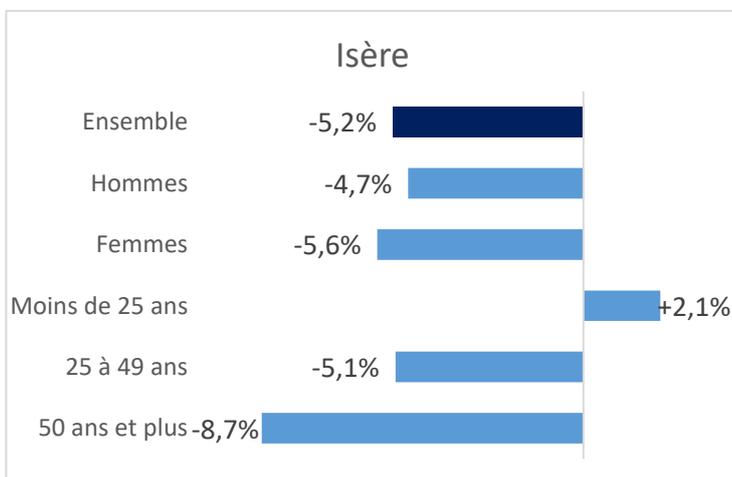
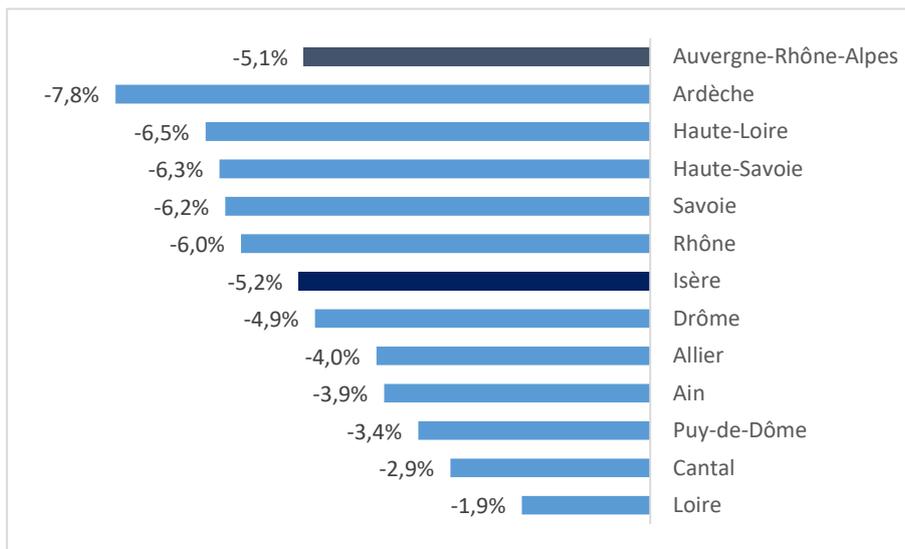
Sur une année, ce sont les femmes qui bénéficient le plus de cette baisse de la DEFM (Demande d'Emploi de Fin de Mois) et les plus de 50 ans. La DEFM jeunes de moins de 25 ans augmente sur un an.

Les métiers les plus en tension sur le département concernent des emplois qualifiés ou très qualifiés peu accessibles aux jeunes demandeurs d'emploi.

Parmi les publics spécifiques, ce sont les résidents en QPV qui bénéficient le plus de cette baisse. Aucun public spécifique ne voit sa DEFM augmenter sur un an.

### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) PAR DÉPARTEMENT

Source : Pôle emploi, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 2<sup>ème</sup> trimestre 2023)

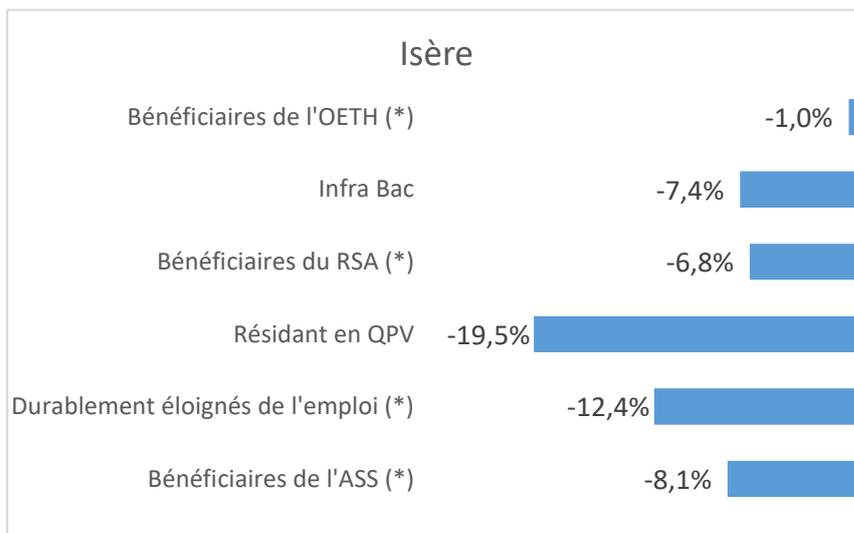


### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR SEXE ET ÂGE

Source : Pôle emploi, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 2<sup>ème</sup> trimestre 2023)

## ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR PUBLIC SPÉCIFIQUE

Source : Pôle emploi, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (données brutes, à fin juin 2023)



\* **Bénéficiaires de l'OETH** : bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés

**Bénéficiaires du RSA** : ayant un droit ouvert au Revenu de Solidarité Active

**Durablement éloigné de l'emploi** : inscrits à Pôle emploi au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois

**Bénéficiaires de l'ASS** : les données relatives à l'indemnisation sont à fin mars 2023 et toutes catégories

## L'indemnisation des demandeurs d'emploi

À fin mars 2023, 51% des demandeurs d'emploi (toutes catégories) sont indemnisés, dont 41 943 au titre de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE)<sup>1</sup> et 2 909 au titre de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)<sup>2</sup>.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage<sup>3</sup> est de 1 270 € (1 320 € au niveau régional).

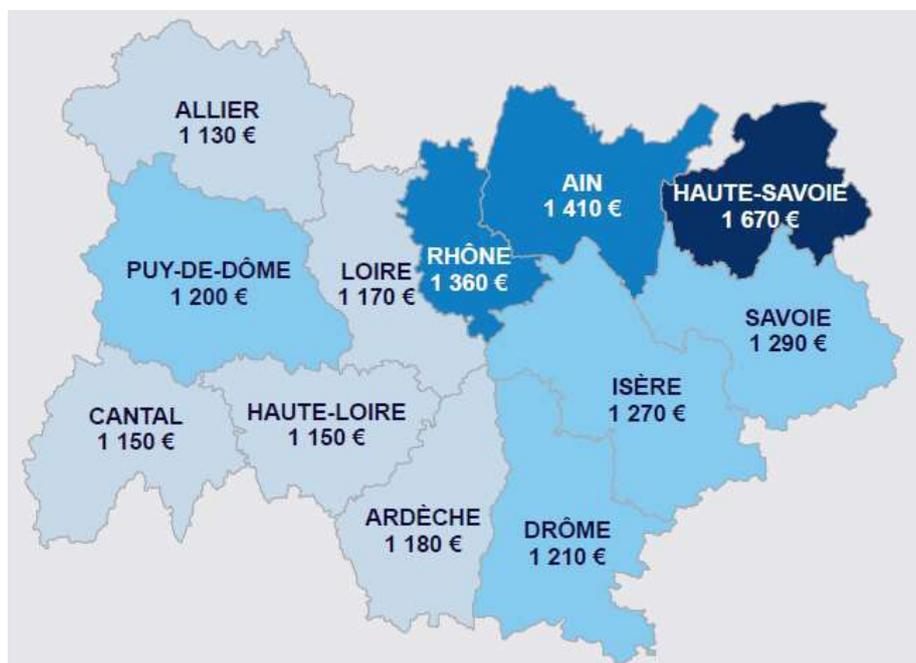
<sup>1</sup> **L'allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE)** est un revenu de remplacement versé par Pôle emploi, sous certaines conditions, aux personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et involontairement privés d'emploi.

<sup>2</sup> **L'allocation spécifique de solidarité (ASS)** est une allocation qui peut, sous certaines conditions, prendre le relais de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE), quand les droits à l'allocation ARE se terminent.

<sup>3</sup> **Le montant mensuel moyen du droit d'allocation chômage** correspond au taux d'indemnisation journalier versé aux demandeurs d'emploi indemnisés en fin de mois, rapporté à un mois de 30 jours. Le fait que certains jours du mois peuvent ne pas être payés du fait de l'exercice d'une activité réduite ou d'un arrêt maladie, par exemple, ou parce que certains demandeurs d'emploi sont entrés en cours de mois, n'est pas pris en compte dans ce calcul.

## MONTANT MENSUEL MOYEN DU DROIT D'ALLOCATION CHÔMAGE PAR DÉPARTEMENT

Source : Pôle emploi, montant mensuel moyen de l'allocation versée aux demandeurs d'emploi indemnisés au titre de l'Assurance Chômage, hors État et autres (brut, à fin septembre 2022)



Pôle emploi a versé 690 millions d'euros d'allocations et d'aides en 2022 dans le département, dont 538 millions d'euros pour l'Allocation de Retour à l'Emploi (ARE) et 20 millions d'euros pour l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS).

Pôle emploi agit également en faveur de la création d'entreprise, notamment via l'Aide à la Reprise ou Création d'Entreprise (ARCE). Cette aide est versée sous conditions aux porteurs de projet qui choisissent de recevoir une somme globale au lieu du maintien partiel de leur allocation.

## « CARTE D'IDENTITÉ » DU DEMANDEUR D'EMPLOI DU DÉPARTEMENT (INSCRIT EN CATÉGORIE A)



**14%** ont moins de 25 ans  
(contre 13% au niveau régional)

**26%** ont plus de 50 ans  
(contre 27% au régional)

**50%** des inscrits sont des femmes  
(contre 50% au régional)



**53%** sont de niveau infra-Bac  
(contre 54% au régional)

**9%** sont cadres  
(contre 9% au régional)



**36%** déclarent accepter une mobilité géographique de plus de 30 km  
(contre 39% au régional)

**24%** ne possèdent pas le permis de conduire  
(contre 25% au régional)



**23%** ont des droits ouverts au RSA  
(contre 23% au régional),

**18%** inscrits suite à une fin de CDD  
(contre 17% au régional)

**29%** sont inscrits en continu depuis plus d'un an  
(contre 30% au régional).

# ZOOM SUR LES PROFILS INSCRITS EN CATEGORIE A



## Les jeunes (moins de 25 ans)

Ils représentent 14% de la demande d'emploi du département (contre 13% au niveau régional). Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi est en hausse de + 2,1% sur un an (contre 3,7% au niveau régional).

## Les séniors (plus de 50 ans)

Ils représentent 26% de la demande d'emploi du département (contre 27% au niveau régional). Leur nombre est en baisse de - 8,7% sur un an (contre - 8,2% au niveau régional). C'est un public avec une part importante de bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) et plus souvent durablement éloignés de l'emploi.

## Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD)<sup>1</sup>

Ils représentent 29% de la demande d'emploi du département (contre 30% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloigné de l'emploi est en baisse de - 12,4% sur un an (contre - 14,2% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne, avec une part importante de bénéficiaires du RSA ou de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés.

## Les demandeurs d'emploi des QPV (Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville)

Ils représentent 9% de la demande d'emploi du département (pour 9% au niveau régional). Le nombre d'inscrits à Pôle emploi est en baisse de -19,5% sur un an (contre -17,3% au niveau régional).

## Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés

Ils représentent 13% de la demande d'emploi départementale (contre 12% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap est en baisse de - 1,0% sur un an (contre - 3,4% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne et qui accède moins souvent à l'emploi (au niveau régional, 30% d'entre eux accèdent à un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription, contre 49% parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi).

## Les bénéficiaires du RSA (droit ouvert)

Ils représentent 23% de la demande d'emploi du département (pour 23% au niveau régional). Le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle emploi est en baisse de - 6,8% sur un an (contre - 6,7% au niveau régional). C'est un public plus souvent éloigné durablement de l'emploi.

<sup>1</sup> Inscrits au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois.

## Retour à l'emploi et mobilité professionnelle des demandeurs d'emploi

79 200 retours à l'emploi sur des contrats de plus d'un mois ont été enregistrés pour des demandeurs d'emploi inscrits dans le département en 2022.

Au niveau départemental, 50% des demandeurs d'emploi (49% au niveau régional) retrouvent un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription (accès à l'emploi mesuré en décembre 2022). Cependant, ce taux varie fortement avec l'âge, la qualification, les caractéristiques des publics :

- de 39% pour les seniors à 57% pour les moins de 25 ans ;
- de 42% pour ouvriers non-qualifiés à 53% pour les cadres ;
- 44% pour les résidents des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) ;
- 28% pour les travailleurs en situation de handicap.

La moitié des reprises d'emploi se fait dans un domaine différent de celui initialement recherché par les candidats. Il existe notamment des mobilités importantes entre l'industrie et le transport, entre l'hôtellerie-restauration et le commerce.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 28% des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (à fin mars 2022) expriment un projet de mobilité professionnelle et sont accompagnés en ce sens. Près de la moitié d'entre eux a bénéficié d'au moins une formation, prestation ou immersion en milieu professionnel.





# 3.

## UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION

Le dynamisme du département s'illustre notamment par un besoin croissant de main d'œuvre qualifiée. Dans le même temps, le taux d'activité du département est élevé, les retours à l'emploi et les mobilités se sont accélérés, augmentant de facto la tension que nous connaissons depuis plusieurs années.

Le niveau de « difficulté de recrutement » exprimé par les entreprises lors de l'enquête BMO 2023 (Pôle emploi, enquête Besoins en Main d'Œuvre) se maintient à un niveau record avec 62% des intentions d'embauche pressenties difficiles par les recruteurs.

Ces difficultés anticipées sont particulièrement élevées dans certains secteurs :

- la santé et l'action sociale, pour les aides à domicile, les aides-soignants et les infirmiers ;
- le secteur industriel, pour les opérateurs et conducteurs de ligne et les techniciens de maintenance ;
- les métiers d'expertise et de support technique en systèmes d'information.

### 3.1. DES TENSIONS À UN NIVEAU ÉLEVÉ

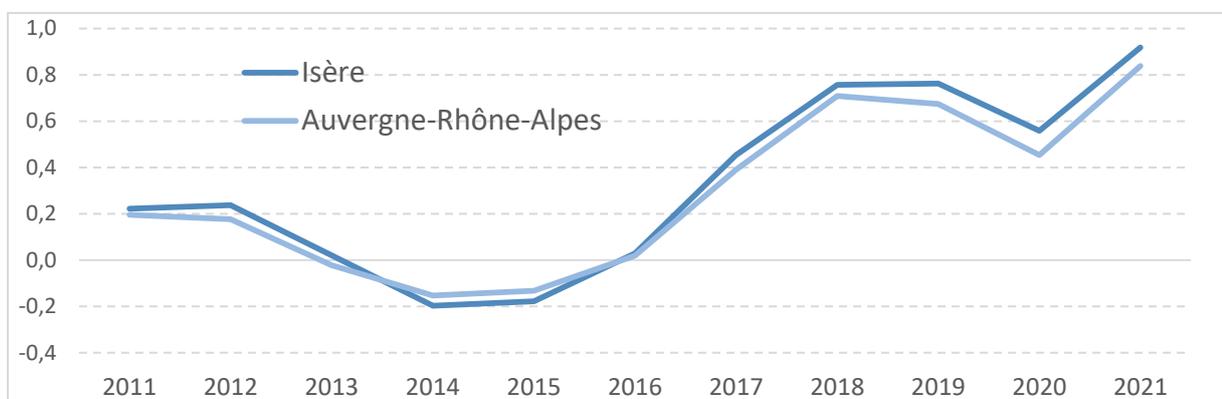
Le département suit la tendance régionale avec un niveau de tension qui s'amplifie à partir de 2016 et progresse jusqu'en 2021, à l'exception de 2020, lié à la crise sanitaire.

L'étude statistiques sur «Les tensions<sup>1</sup> du marché du travail en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2011 et 2021» publiée par Pôle emploi et la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) montre que les 2/3 des métiers sont à un niveau de tension très élevée.

En 2021, les tensions sont plus élevées qu'au niveau régional.

#### ÉVOLUTION DES TENSIONS DANS LE DÉPARTEMENT ET LA RÉGION DEPUIS 2011

Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)



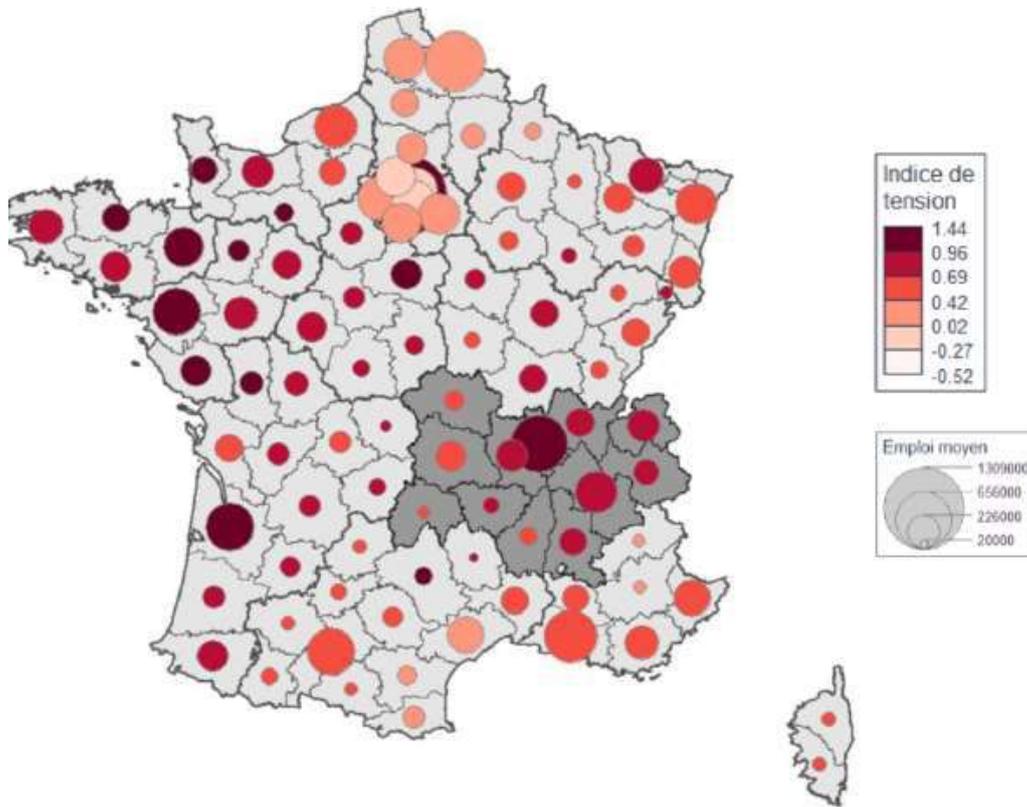
Lecture : En 2021, l'indicateur de tension sur le marché du travail atteint 0,9 dans le département, contre 0,8 au niveau régional.

<sup>1</sup> L'indicateur de tension, élaboré par la DARES et Pôle emploi permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier. Il est constitué de 3 composantes :

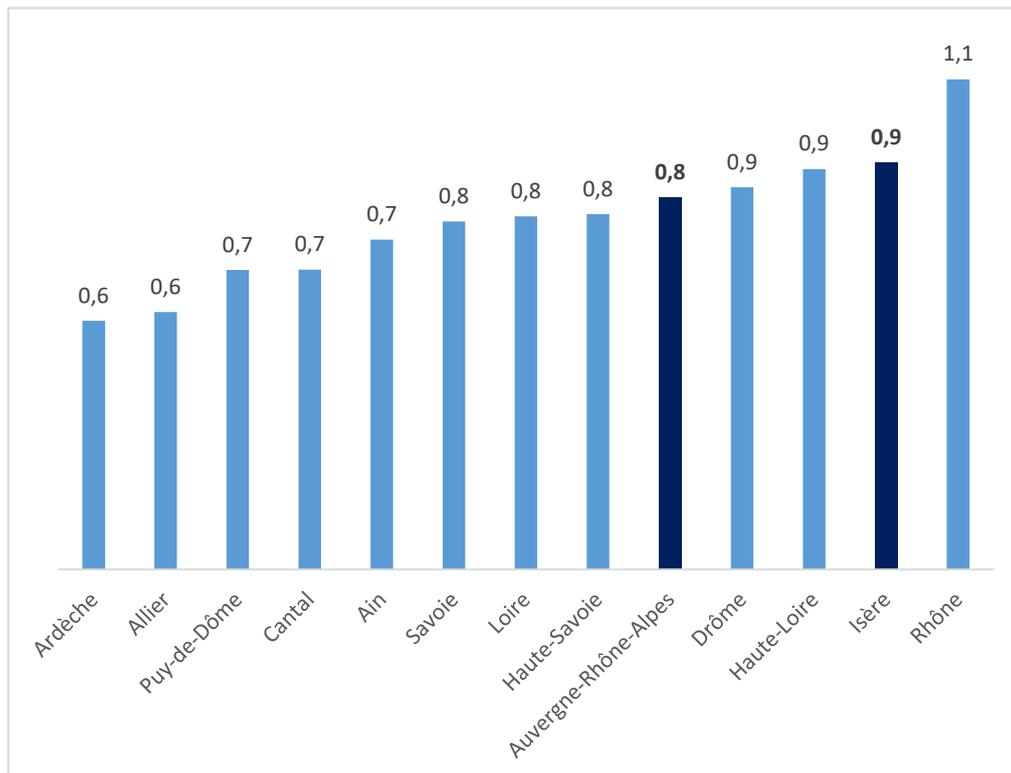
- pour 50%, la part des projets de recrutements anticipés comme difficiles par les employeurs ;
- pour 30%, le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne, sur un champ étendu au-delà des seules offres collectées par Pôle emploi, et le flux de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi) ;
- pour 20%, le taux d'écoulement de la demande d'emploi, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi).

## TENSIONS PAR DÉPARTEMENT

Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)



Lecture : En 2021, l'indicateur de tension sur le marché du travail en France métropolitaine varie de -0,1 en Seine Saint Denis à 1,4 en Mayenne. En Auvergne-Rhône-Alpes, il varie de 0,6 en Ardèche à 1,1 dans le Rhône.



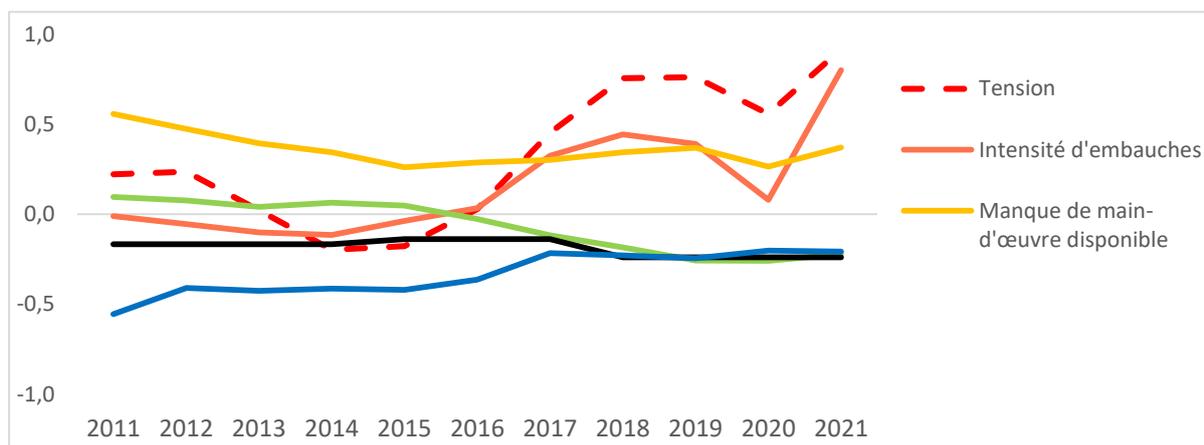
## 3.2. DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES

En complément de l'indicateur de tension, six indicateurs permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions : **l'intensité d'embauches, les conditions de travail contraignantes, la non-durabilité de l'emploi, le manque de main-d'œuvre disponible, le lien entre la spécialité de formation et le métier et l'inadéquation géographique.**

Au niveau régional, le premier facteur à l'origine des tensions de recrutement est **l'intensité d'embauches** (c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'offres d'emploi ou de projets de recrutement et l'emploi moyen sur le métier) qui génère une rotation des salariés et entraîne mécaniquement un besoin constant de recrutements. Plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les tensions.

### ÉVOLUTION DES TENSIONS ET DE LEURS FACTEURS POTENTIELS DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2011

Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)



### 3.3. LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION

Parmi les secteurs à la fois les plus recruteurs en Isère et les plus en tension figurent notamment le secteur du service à la personne et à la collectivité, avec le métier de l'assistance auprès d'adultes. C'est le métier le plus représenté dans les offres d'emploi (4% des offres iséroises). Les métiers de l'action sociale sont également en tension.

Figurent également les métiers de la santé avec notamment les infirmiers de soins généraux qui représentent 1% des offres.

Les métiers du secteur industriel (opérateurs et conducteurs de ligne, techniciens de maintenance) sont également marqués par de fortes tensions.

Les métiers d'ingénieurs d'études dans le BTP font également partie du Top 15 des métiers les plus en tension dans le département de l'Isère.

#### TOP 15 DES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION DANS LE DÉPARTEMENT

Source : Pôle emploi - Dares, métiers en tension (2021)

Rang	Écart avec rang régional	ROME	Libellé métier	Domaine professionnel	Emploi moyen	Tension	Indicateurs d'éclairage des causes potentielles de la tension					
							Intensité d'embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique
1	+13	C1205	Conseil en gestion de patrimoine financier	Banque, Assurance, Immobilier	1 310	4,4	5	5	5	1	1	5
2	+39	I1102	Management et ingénierie de maintenance industrielle	Installation et Maintenance	647	3,4	5	5	5	1	1	4
3	+16	I1302	Installation et maintenance d'automatismes	Installation et Maintenance	496	2,6	5	5	5	1	2	3
4	+58	H2903	Conduite d'équipement d'usinage	Industrie	1 902	2,4	5	5	4	2	5	2
5	+11	I1304	Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	Installation et Maintenance	2 092	2,3	5	5	4	1	2	3
6	+49	M1801	Administration de systèmes d'information	Support à l'entreprise	779	2,2	5	5	5	1	1	4
7	+25	J1506	Infirmier de soins généraux	Santé	6 265	2,1	5	3	5	3	3	1
8	+28	I1306	Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air	Installation et Maintenance	620	2,1	5	5	4	2	2	4
9	+36	H1203	Conception et dessin produits mécaniques	Industrie	976	2,0	5	5	4	1	1	3
10	+7	M1806	Expertise et support technique en systèmes d'information	Support à l'entreprise	1 258	2,0	5	5	5	1	1	2
11	+2	F1106	Ingénierie et études du BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	3 002	1,9	5	5	5	1	2	3
12	+38	K1302	Assistance auprès d'adultes	Services à la personne et à la collectivité	9 501	1,9	5	4	4	3	4	4
13	+2	F1202	Direction de chantier du BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	960	1,9	5	5	4	1	3	4
14	+12	J1202	Pharmacien	Santé	947	1,9	5	3	5	1	3	4
15	+130	K1201	Action sociale	Services à la personne et à la collectivité	1 574	1,9	5	4	5	2	1	2

Note : Les six indicateurs complémentaires sont présentés dans une échelle allant de 1-tendant à réduire le niveau de tensions (en vert foncé) à 5-tendant à un fort niveau de tensions (en rouge).



## **DES INITIATIVES POUR REDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT**

Le dynamisme du département s'illustre par les difficultés de recrutement exprimées par les entreprises.

Les métiers de l'aide à la personne et de la santé, l'industrie, l'informatique sont plus particulièrement impactés.

Dans ce contexte, l'ensemble des acteurs de l'emploi, dont Pôle emploi, sous l'impulsion de l'État (plan d'investissement dans les compétences, plan de réduction des tensions) renforcent leurs actions sur les territoires. Concrètement, il s'agit d'orienter les demandeurs d'emploi vers les métiers porteurs, d'accompagner leur développement de compétences en mobilisant les dispositifs de formation, de lever leurs freins périphériques au retour à l'emploi, et d'inciter et soutenir les entreprises dans des démarches de recrutements inclusifs.

## 4.1. ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT

En lien avec les mutations du marché du travail, qu'ils soient débutants ou plus expérimentés, les demandeurs d'emploi sont nombreux à se reconverter. La moitié de leurs reprises d'emploi se fait dans un domaine professionnel différent de leur domaine d'origine.

Changer de métier, de secteur ou se former passe, bien souvent, par une meilleure connaissance du marché du travail et par l'identification de ses savoir-faire et savoir-être. Pour cela, plusieurs outils existent et sont mobilisés pour susciter des vocations, détecter les aptitudes, sécuriser les parcours.

Dans l'objectif d'inciter les demandeurs d'emploi à intégrer les filières en tension, les ateliers sectoriels de **détection de potentiel** se concentrent sur les potentiels et les aptitudes. Ils visent également à susciter des vocations et à sécuriser les parcours de formation dans les secteurs qui rencontrent le plus de difficultés à recruter. Les ateliers de détection de potentiel ont également l'avantage de permettre aux professionnels du secteur de valoriser leur activité et leurs métiers. Ces séances sont particulièrement adaptées à un public éloigné de l'emploi, non diplômé et non expérimenté, comme les demandeurs d'emploi de longue durée et les jeunes.



**L'immersion professionnelle**, comme les ateliers sectoriels, favorise la découverte des secteurs et métiers en tension. Dans le but de confirmer un projet professionnel ou permettre aux entreprises d'initier une démarche de recrutement, l'immersion professionnelle ou Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) est une période courte et non rémunérée en entreprise, de moins d'un mois en général. Elle permet à l'entreprise d'accueillir un demandeur d'emploi ou toute personne en parcours d'insertion pour lui permettre de se confronter à une situation réelle de travail.



Avec la plateforme « Immersion Facilitée » les démarches administratives et la relation candidats-entreprises sont simplifiées. Cet outil a été initié par le Ministère délégué à l'Insertion, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, le Haut-Commissariat à l'engagement des entreprises et Pôle emploi. Après une phase de lancement et de montée en charge sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022, 873 entreprises dans le département ont souhaité être accueillantes, 1 579 terrains d'immersion ont été proposés, 2 386 mises en relation ont été réalisées, 1 801 demandes d'immersion ont été initiées, 1 297 demandes d'immersion ont été validées. (Source : [immersion-facile.beta.gouv.fr/stats](https://immersion-facile.beta.gouv.fr/stats) - de septembre 2022 à aout 2023)

Au-delà de l'orientation des demandeurs d'emploi vers les métiers en tension, il s'agit également d'accompagner les entreprises à rencontrer des profils de candidats différents. C'est ce que propose la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS).

Cette méthode est fondée sur le repérage des habiletés à tenir un poste malgré l'absence de diplôme et d'expérience dans le métier ciblé. Concrètement, elle repose sur une séance d'évaluation au cours de laquelle les candidats effectuent des exercices de mise en situation spécifiquement conçus avec les recruteurs. En 2022, 277 embauches ont été réalisées avec cette méthode dans le département. (Source : Pôle emploi)



De la même manière, des initiatives nouvelles permettent aux employeurs de recruter autrement. « **Du Stade Vers l'Emploi** » en fait partie. C'est une opération mise en place en partenariat avec les Fédérations Françaises d'Athlétisme, de Basket, de Rugby, de Badminton, de Tennis de Table et le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle consiste à proposer aux demandeurs d'emploi et aux employeurs qui le souhaitent, d'enfiler des baskets plutôt qu'un costume pour passer un entretien d'embauche. Sans savoir qui est qui, candidats et recruteurs se retrouvent pour disputer des épreuves sportives adaptées.

Ces rencontres permettent de tester de nouvelles formes de recrutement sans CV, en valorisant les compétences liées à la pratique sportive et transférables dans le monde professionnel (l'esprit d'équipe, la persévérance, la réactivité ou encore la communication, la capacité à être force de proposition...). Ce concept bouscule le format traditionnel d'entretiens RH, avec des résultats concluants.

En 2022, 2 « Stades Vers l'Emploi » ont eu lieu dans le département. En 2023, 5 « Stades Vers l'Emploi » ont été organisés à fin novembre. 267 demandeurs d'emploi étaient présents aux côtés de 68 entreprises.



## 4.2. LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les tensions du marché du travail s'expliquent, en partie, par le manque de qualification des candidats. Aussi, la formation est un levier puissant pour développer les compétences attendues par les entreprises et plus encore lorsqu'elle se déroule chez l'employeur préalablement au recrutement.

Depuis 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'État et Pôle emploi portent le Plan d'Investissement dans les Compétences. Initialement prévu jusqu'en 2022, il a été prolongé sur l'année 2023.

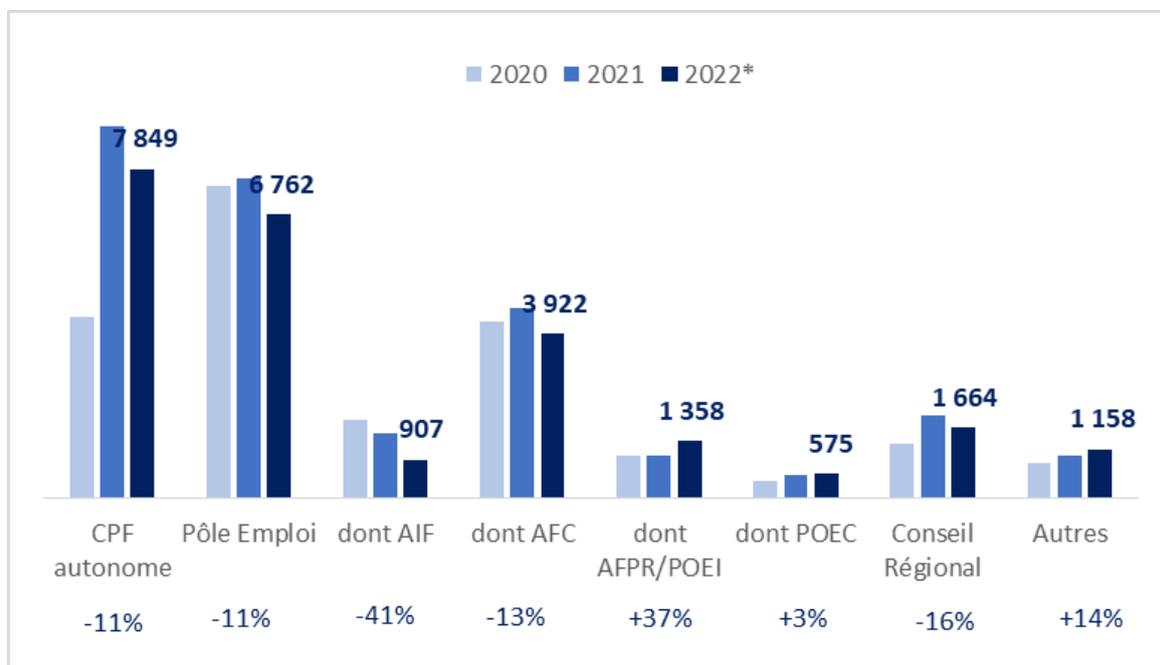
Il a pour objectif de former les publics fragilisés et éloignés de l'emploi, de diagnostiquer les besoins des entreprises et de participer à la modernisation de l'appareil de formation. Le Plan d'Investissement dans les Compétences a permis de doubler le nombre de formations mobilisées par Pôle emploi dans la région.

Dans le département, 17 433 entrées en formation, tous publics inscrits à Pôle emploi, tous financeurs (source : DARES) ont eu lieu en 2022. Certaines formations ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin d'acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi :

+37% pour les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), soit un total de 1 358 entrées en formation ;  
+3% pour les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC), soit 575 entrées en formation.

### ENTRÉES EN FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2020 PAR FINANCEUR / TYPE DE FORMATION ET ÉVOLUTION ANNUELLE ENTRE 2021 ET 2022

Source : Dares - Traitement DREETS ARA SESE, base BREST, formation des personnes en recherche d'emploi inscrites à Pôle emploi, rémunérées ou bénéficiaires d'une protection sociale au titre de la formation (2022)

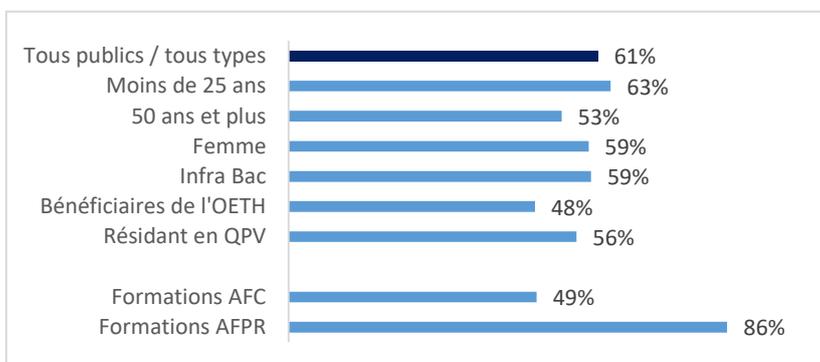


Le taux d'accès à l'emploi des sortants de formation<sup>1</sup> (cumul de décembre 2021 à novembre 2022) est de 61% (contre 60% au niveau régional).

Avec les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), les demandeurs d'emploi se sont notamment formés dans la couture et le transport en commun routier.

### TAUX D'ACCÈS À UN EMPLOI D'UN MOIS OU PLUS, AU COURS DES SIX MOIS QUI SUIVENT LA FIN D'UNE FORMATION PAR PUBLIC ET TYPE DE FORMATION

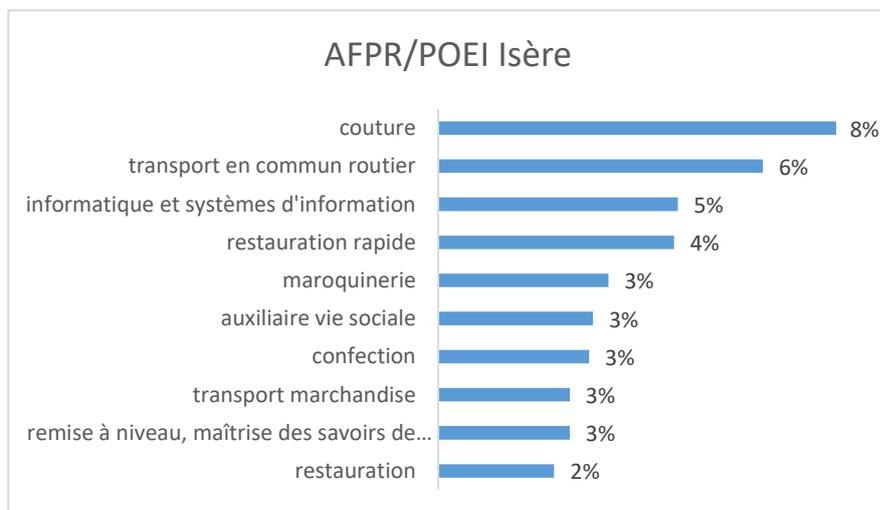
Source : Pôle emploi, sortants de formation hors formations ayant un objectif de « remise à niveau, savoirs de base » (décembre 2021 à novembre 2022)



Ce taux d'accès à l'emploi est particulièrement élevé suite à une Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) : 86%.

### PRINCIPALES FORMATIONS AFPR/POEI SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT

Source : Pôle emploi, attestation d'entrée en stage des demandeurs d'emploi (2022)



<sup>1</sup> Accédant à un emploi d'un mois ou plus au cours des six mois qui suivent la fin d'une formation.

# ZOOM SUR

## Aider les employeurs à former avant l'embauche

L'Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI) sont deux dispositifs d'aide aux employeurs, qui ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi proposé.



## Apprendre en faisant

L'Action de Formation En Situation de Travail (AFEST) est une modalité pédagogique qui s'appuie sur le concept « d'apprendre en faisant » directement sur le lieu de travail.

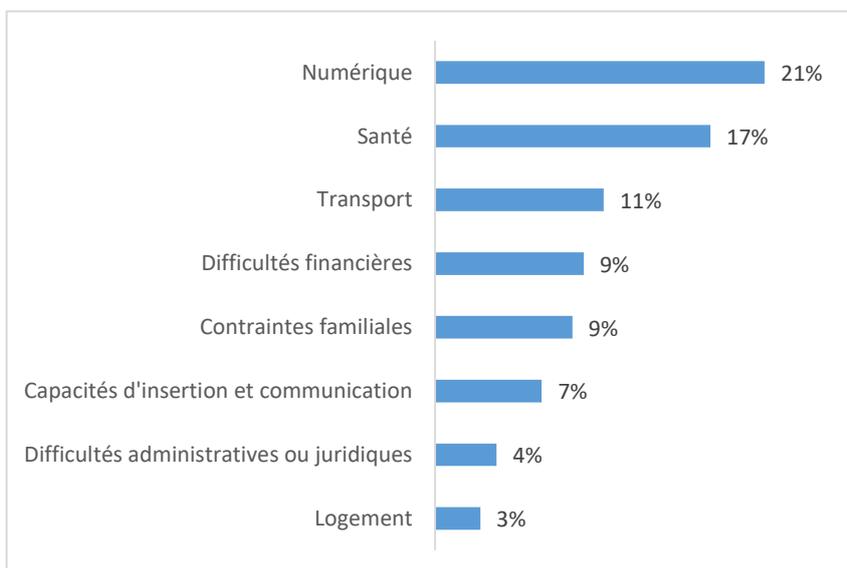
Elle cible des compétences précises et prédéfinies qui sont analysées et transformées en apprentissage, avec une alternance de mises en situation et de phases réflexives encadrées par un tuteur.

### 4.3. DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI

Pour réduire les tensions de recrutement, une autre réponse est d'aller vers les publics qui rencontrent des problématiques d'ordre personnel impactant leur retour à l'emploi ou leur entrée en formation. En effet, 45% des demandeurs d'emploi (catégorie A) déclarent au moins un frein au retour à l'emploi dans le département (contre 41% en région) : problème familial ou de santé, difficulté d'accès aux outils numériques, enjeu de logement ou de mobilité, etc. Le travail partenarial, concomitant à la recherche d'emploi, vise à construire des solutions communes pour lever ces freins en vue d'accélérer le retour à l'emploi.

#### PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI DÉCLARANT DES FREINS SOCIAUX À L'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT, SELON LE TYPE DE FREINS DÉCLARÉS

Source : Pôle emploi, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A déclarant au moins un frein périphérique à l'emploi (données brutes, à fin juin 2023)



## QUELQUES EXEMPLES D' ACTIONS MOBILISABLES DANS LE DÉPARTEMENT

Dans ce contexte, Pôle emploi et ses partenaires proposent de nombreuses actions ciblées visant à lever les freins périphériques qui peuvent se mettre en travers de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi.

C'est dans cette logique, que peut être proposé « **l'accompagnement global** », un accompagnement personnalisé et intensif, réalisé par un binôme constitué d'un travailleur social du conseil départemental et d'un conseiller Pôle emploi dédié. Il a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi par la résolution ou la réduction des difficultés sociales et professionnelles rencontrées.

### NUMÉRIQUE

Le frein déclaré le plus fréquemment est lié à la capacité à utiliser internet et les équipements informatiques. Cet illettrisme concerne 21% des demandeurs d'emploi (catégorie A). La proportion est particulièrement élevée parmi les résidents en QPV, les travailleurs handicapés, les demandeurs d'emploi de niveau infra Bac, les bénéficiaires du RSA et les seniors.

« **Pix emploi - Diagnostic initial** » : mis à disposition des demandeurs d'emploi depuis avril 2021, Pix emploi permet d'établir un bilan de compétences numériques à travers un test d'une vingtaine de questions, puis de proposer des solutions adaptées mobilisant les services des différents acteurs de l'emploi (formation, ateliers, Pass APTIC...). Des résultats aux tests inférieurs à 50% sont un signe fort de « fragilité numérique ». Dans le département, on compte actuellement 357 demandeurs d'emploi avec un résultat inférieur ou égal à 50%.

### SANTÉ

Le « **parcours emploi santé** » est un service d'une durée de 6 mois. Il couvre l'appui à la recherche d'un emploi compatible avec la situation de santé du candidat ainsi qu'un soutien psychologique pour enclencher un parcours de soin ou être accompagné dans les démarches de reconnaissance de handicap. En 2022, 209 adhésions ont eu lieu dans le département. 23% des personnes ont engagé des démarches pour lever des freins de santé. 21% ont identifié des contours d'un projet réaliste et réalisable.

### TRANSPORT

« **Mobiville** » est un exemple de service en ligne, né d'un partenariat entre Action logement et Pôle emploi. Il propose un service d'aide à la décision pour orienter les candidats à la mobilité vers les bassins d'emploi qui recrutent afin de saisir des opportunités dans de nouveaux territoires. Cette solution permet d'accompagner les publics qui souhaitent déménager dans l'identification du territoire jugé le plus favorable à leur retour à l'emploi, et à leurs attentes en termes de qualité de vie. Cette solution a également vocation à centraliser et à valoriser les aides à disposition pour faciliter la mobilité et l'installation dans un nouveau territoire.

Le « **bilan accompagnement mobilité** » est une prestation de Pôle emploi qui vise à lever les freins à la mobilité en aidant les demandeurs d'emploi à identifier précisément les contraintes qu'ils rencontrent et à mobiliser les dispositifs d'aide auxquels ils peuvent prétendre.

Des « **aides à la mobilité** » sont accordées sous la forme d'une prise en charge des frais de transport, de repas et d'hébergement afin de faciliter la mobilité géographique des demandeurs d'emploi pour lesquels les déplacements constituent un frein à l'emploi ou à la formation.

« **Mes aides Pôle emploi** » est un service lancé par Pôle emploi en partenariat avec le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion afin de rendre visibles et accessibles les aides à la mobilité pouvant être accordées aux demandeurs d'emploi (pour financer le permis de conduire, réparer, acheter ou louer un véhicule, etc.).

## **DIFFICULTÉS FINANCIÈRES**

En 2022, en Auvergne-Rhône-Alpes, les Carsat et Pôle emploi ont noué un partenariat pour mieux informer les demandeurs d'emploi proches du départ à la retraite sur leurs droits et les aider à optimiser leur choix de fin de carrière. Les « **ateliers emploi retraite** » sont ainsi proposés aux demandeurs d'emploi de 59 ans et plus dans la perspective d'accompagner le passage à la retraite ou de les remobiliser dans leur recherche d'emploi lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions d'un départ à taux plein. En 2022, 4 810 adhésions ont été réalisées (source : Pôle emploi). Des rendez-vous personnalisés sont également proposés aux personnes en situation de grande fragilité sociale ou financière. Résoudre les difficultés financières, c'est aussi mieux informer sur les droits pour sécuriser la reprise d'emploi. Dans ce but, « **Estime** » est une application qui permet d'évaluer en quelques clics les ressources mobilisables en cas de perte d'emploi (droits à l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi, montant et durée d'indemnisation, etc.) ainsi que les aides et allocations versées par Pôle emploi et la CAF dans le cadre d'une reprise d'emploi.

## **CONTRAINTES FAMILIALES**

L'« **Aide à la Garde d'Enfants pour Parents Isolés** » (AGEPI) est une aide ponctuelle accordée par Pôle emploi, visant à prendre en charge les frais de garde lorsqu'un demandeur d'emploi reprend une activité professionnelle ou entre en formation.

## **CAPACITÉ D'INSERTION ET DE COMMUNICATION**

La formation « **compétences transverses illettrisme** » est un parcours apprenant centré sur l'acquisition des compétences de savoir-être nécessaires au retour à l'emploi ou au suivi d'une formation qualifiante.

## **LOGEMENT**

La « **Convention Action Logement** » renouvelée en 2023, vise à faciliter l'accès au logement des demandeurs d'emploi qui s'engagent dans un parcours de mobilité et quittent leur bassin de vie initial pour accéder à un emploi ou une formation en alternance.

*« C'est avec une volonté réaffirmée et partagée que nous souhaitons apporter des réponses concrètes et pragmatiques aux attentes des demandeurs d'emplois en recherche de logement et aux besoins des entreprises qui souhaitent recruter ».*

**Noël Petrone**, directeur Action Logement Services

Auvergne-Rhône-Alpes



#### 4.4. DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Faire évoluer les modèles de recrutement des entreprises afin qu'elles s'ouvrent à d'autres profils de candidats dans une démarche inclusive est une nécessité pour réduire les tensions.

La collaboration des acteurs de l'écosystème de l'emploi, de la formation et de l'insertion est engagée pour favoriser l'intégration de publics discriminés au moyen de dispositifs spécifiques et de proximité. Plusieurs axes d'actions peuvent être mis en perspective : favoriser l'insertion par l'activité économique, intensifier l'aller vers, promouvoir le recrutement inclusif, renforcer l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

##### Favoriser l'insertion par l'activité économique

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. Encadré par l'État au titre des politiques publiques de l'emploi, ce dispositif permet aux candidats de développer leur autonomie, d'acquérir de l'expérience et des compétences dans le cadre d'un accompagnement renforcé individualisé. En 2023, en Auvergne-Rhône-Alpes plus de 10 000 personnes bénéficient d'un contrat de travail au sein d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) : **Associations Intermédiaires, Entreprises d'Insertion, Ateliers et Chantiers d'Insertion ou Entreprises de Travail Temporaire d'Intérim d'insertion**. En Auvergne-Rhône-Alpes, Pôle emploi oriente en 2022 environ 1 000 demandeurs d'emploi chaque mois. (Source : [emplois.inclusion.beta.gouv.fr](https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr)).

*« Les personnes que nous recevons sont essentiellement orientées par nos partenaires Pôle emploi et Cap emploi. Ces personnes très éloignées de l'emploi vont bénéficier d'un contrat de travail et d'un accompagnement socio-professionnel pour lever les freins de santé, de mobilité, etc. »*

**Chantal Vidalenc**, conseillère en insertion, Césame (association agréée Chantier d'Insertion)

## Intensifier le « aller vers »

Certains publics sont éloignés de nos services géographiquement (zone rurale...) ou sociologiquement (Quartier Prioritaire de la politique de la Ville...). Il est important de développer une démarche « d'aller vers ».

La « **Place de l'emploi et de la formation** » est un dispositif itinérant qui rassemble de nombreux acteurs de terrain engagés dans l'insertion professionnelle. Ces forums de l'emploi accueillent les habitants au cœur de leur lieu de vie et proposent des espaces d'orientation, de conseils et de recrutement. Ce service de proximité est financé dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences.



Au travers le maillage des guichets « **France services** », Pôle emploi dispose d'un ancrage local complémentaire au plus près des demandeurs d'emploi les plus précaires. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le réseau comptait 126 points de contact labellisés répartis sur la région. Au-delà de fournir des informations de 1<sup>er</sup> niveau, les agents des France services jouent un rôle de facilitateur et de soutien à l'usage des outils numériques et peuvent fournir un accompagnement à la réalisation de démarches liées aux organismes partenaires (Assurance maladie, Assurance retraite, Direction générale des finances publiques, etc.).

Dans le même esprit, les « **Tiers-lieux** » sont un levier en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle. Il s'agit d'espaces ouverts et partagés qui encouragent les rencontres et les collaborations. Les Tiers-lieux sont déployés à travers le Groupement d'Intérêt Public (GIP) France Tiers-lieux. Ces relais de proximité proposent de nouvelles formes d'accompagnement aux publics en insertion professionnelle dans un cadre « désinstitutionnalisé ».

Ces actions sont déployées dans un cadre collaboratif en lien avec les partenaires de l'emploi et de la formation de la région, dans une perspective d'inclusion du plus grand nombre et à travers de nouvelles formes de recrutement, plus ouvertes et participatives.

Les jeunes issus des CAP et Bac professionnels hors alternance ont une proportion de trajectoire d'emploi vers le CDI inférieure de 25 points à ceux ayant obtenu leur diplôme par alternance. Le manque de réseau personnel et professionnel ne facilite souvent pas leur insertion et leur capacité à se projeter. Face au constat de méconnaissance par les jeunes du monde des entreprises et des perspectives d'emploi dans les filières, L'Éducation Nationale et Pôle emploi ont décidé de mettre en place « **Avenir Pro** ». Concrètement, depuis la rentrée scolaire 2020, des conseillers Pôle emploi interviennent auprès d'élèves en dernière année de lycées professionnels ayant un objectif d'entrée sur le marché du travail (niveau CAP et Bac professionnels).

### **Promouvoir le recrutement inclusif**

Sensibiliser et mobiliser un maximum d'entreprises pour développer des pratiques de recrutement plus inclusives (jeunes, seniors, personnes en situation de handicap...) sont des enjeux majeurs pour favoriser l'emploi.

La communauté « **Les entreprises s'engagent** » réunit en collectifs des entreprises de toutes tailles, les services de l'État et l'ensemble des parties prenantes de l'insertion au sein de clubs à la maille départementale. Sur l'ensemble de la région, Pôle emploi est impliqué à leurs côtés pour faire progresser l'inclusion des plus fragiles dans l'emploi : organisation d'événements dédiés, intervention auprès des adhérents pour présenter les aides au recrutement, valorisation d'actions, etc.

Autre exemple, initiée en 2022, la « **Semaine de l'alternance** » est une opération organisée par Pôle emploi en partenariat avec le Ministère du Travail, les Chambres des Métiers et de l'Artisanat, l'AFPA, Cap emploi, les missions locales, l'Agefiph et le collectif « Les entreprises s'engagent ».



### **Renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin**

Plusieurs exemples de dispositifs ont été déployés dans le département pour renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

Le « **parcours de remobilisation** » est un accompagnement proposé par Pôle emploi aux demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de deux ans sans aucune activité salariée. Il débute par un atelier d'une demi-journée comprenant des séquences collectives et des temps de réflexion individuels. Un programme d'actions individualisé est ensuite défini, avec un objectif de retour à l'emploi ou à la formation dans les six mois.

De même, confié aux Missions Locales et à Pôle emploi, le « **Contrat d'Engagement Jeune** » (CEJ) offre aux jeunes sans emploi ni formation un parcours d'accompagnement très intensif (15 à 20h par semaine) sur une durée de 6 à 12 mois. Ils bénéficient d'un appui personnalisé jusqu'au suivi dans la formation et dans l'emploi, ainsi qu'une garantie de ressources pour les plus fragiles. En Isère, à fin novembre, 1537 jeunes ont signé un CEJ sur l'année 2023.

Enfin, dans le but d'améliorer le recrutement des demandeurs d'emploi en situation de handicap et construire une offre de services commune en partenariat avec tous les acteurs des territoires « **Les Lieux Uniques d'Accompagnement** » (LUA) rassemblent les services de Cap emploi et Pôle emploi, renforçant de fait les synergies entre les conseillers des deux réseaux. Début 2023, le département disposait de 15 LUA, animés par 35 conseillers Cap emploi et Pôle emploi.



# En savoir plus

## « L'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes au premier trimestre 2023 »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Les offres diffusées par Pôle emploi au deuxième trimestre 2023 en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Les embauches en Auvergne-Rhône-Alpes au deuxième trimestre 2023 »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « L'activité frontalière avec la Suisse en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

## « Enquête sur les besoins en main d'œuvre en 2023 en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Les métiers en 2030. Quelles perspectives de recrutement en région ? »,

Jolly C., Flamand J., Cousin C., Eidelman A., France Stratégie, Dares, janvier 2023

## « À l'horizon 2070, 8,65 millions d'habitants en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Bianco E., Thouilleux C., Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes.

## « Le taux de chômage au premier trimestre 2023 »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Auvergne-Rhône-Alpes au deuxième trimestre 2023 »,

Dreets, Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes.

## « Les demandeurs d'emploi indemnisés en Auvergne-Rhône-Alpes au 31 mars 2023 »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs ;

## « Les bénéficiaires de l'ARCE en 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Infographie.

## « Les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes »

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « L'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi mesuré en décembre 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Les candidats retrouvent-ils le métier initialement recherché en Auvergne-Rhône-Alpes ? »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Infographie.

## « Les demandeurs d'emploi en mobilité professionnelle en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## « Les tensions sur le marché du travail en Auvergne-Rhône-Alpes en 2021 »,

Dreets, Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

## « L'accès à l'emploi à l'issue d'une formation en 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

## « Les freins sociaux au retour à l'emploi des demandeurs d'emploi en Auvergne-Rhône-Alpes »,

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.







## Retrouvez toutes les données sur l'Observatoire de Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

[www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)

**Directeur de la publication**  
Nicolas FAILLET

**Réalisation**  
Direction Territoriale Pôle emploi Isère  
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

